

bimensuel

n°24

17 mars 1978

5f/F.35f/B. 3f/S.

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



CRISE LA DU POLEMIQUE TIRANA-PEKIN MAOISME

ESPAGNE:
premières leçons
des élections syndicales

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

Abonnement
UN an
25 numéros



TARIFS

100 FF, 50 FS, 700 FB, 20 dollars Can.
Par avion, USA et Canada :
30 dollars par an.
Pour les autres pays écrire à la
rédaction
Versement : libeller les chèques au
nom de Pascal Henri et les envoyer à
« Inprecor ».



Découper ce bulletin et le retourner à Inprecor
accompagné d'un chèque.
Boîte postale 57, 93 101 Montreuil/Cedex - France.

NOM
PRENOM
ADRESSE
.....
.....
PAYS

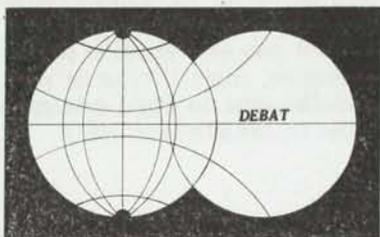
Sommaire

- | | | |
|------|----|--|
| page | 3 | CRISE DU MAOISME
Le défi albanais
Guy Desolre |
| page | 8 | AMERIQUE LATINE
Après les défaites, une tentative de bilan
Livio Maitan |
| page | 13 | COLOMBIE
Le mouvement ouvrier face aux élections
Enrique Morales |
| page | 19 | « Luttons pour une Colombie socialiste ! »
Plate-forme de UNIOS |
| page | 21 | ESPAGNE
Premières leçons des élections syndicales
Michel Rovere |
| page | 24 | ITALIE
Problèmes du mouvement syndical
Une interview de Vittorio Foa |
| page | 27 | IRLANDE
L'opinion publique amorce un mouvement à gauche
Gerry Foley (1ère partie) |
| page | 32 | Un tribunal international sur la présence britannique
en Irlande |

Inprecor, Boîte postale 57, 93101 Montreuil/Cedex France
Directeur de publication : Jean-François Godchau

Imprimé par Rotographie (Montreuil). Tél : 808 23.28. Commission paritaire n. 59 117
Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les
articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Le défi albanais



Du point de vue de la préservation des intérêts des dirigeants albanais, il y a une très grande constance et une très grande cohérence dans la ligne dont l'Albanie ne s'est jamais départie depuis sa rupture avec la Yougoslavie en 1948

Guy DESOLRE

□ Le conflit idéologique entre Tirana et Pékin a pris l'été dernier un caractère spectaculaire avec la publication de l'éditorial-réquisitoire du *Zeri i Popullit* (quotidien du Parti du travail d'Albanie) dirigé contre la théorie des trois mondes» défendue par Pékin(1). Le conflit entre Tirana et Pékin n'est cependant pas nouveau, ni spécialement récent. Il y avait déjà plusieurs années (plus précisément depuis 1971) que les observateurs les plus perspicaces relevaient ce qui n'était au début que nuances et différences d'accent entre les positions du Parti communiste chinois (PCC) et celles du Parti du travail d'Albanie (PTA) en matière de politique étrangère.

Depuis lors ces divergences n'ont cessé de s'approfondir jusqu'au début de 1976 (nouvelle visite de Nixon, en tant qu'ex-président des Etats-Unis cette fois, à Pékin), pour connaître une accalmie entre mars-avril 1976 (incidents de la place Tien An Men et élimination de Teng-Hsiao-ping) et la fin de la même année (élimination de la «bande des quatre» en Chine). La tiédeur des félicitations albanaises adressées à Hua Kuo-feng lors de la nomination de celui-ci comme président du Comité central du PCC et le silence fait autour de l'élimination de la «bande des quatre» annonçaient déjà que la lutte pour le pouvoir en Chine aurait des répercussions sur les relations sino-albanaises. Les attaques lancées, de la tribune du VIIIe Con-

grès du PTA par Enver Hoxha, contre «la théorie des trois mondes» ne firent que le confirmer.

LA «THEORIE DES TROIS MONDES»

Puisque c'est d'elle qu'il s'agit aujourd'hui en tout premier lieu rappelons d'abord l'essentiel de ladite «théorie des trois mondes». Cette «théorie» a été formulée pour la première fois «officiellement» par Teng-Hsiao-ping, en tant que chef de la délégation chinoise à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'étude des problèmes des matières premières, le 10 avril 1974. Le passage essentiel de son intervention est le suivant :

«... Les diverses forces politiques dans le monde, par suite d'un affrontement et d'une lutte de longue haleine, ont connu des divisions et regroupements intenses. Une série de pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ont successivement accédé à l'indépendance. Ils jouent un rôle grandissant dans les affaires internationales. Le camp socialiste, qui avait existé pendant un temps après la Seconde Guerre mondiale, a déjà cessé d'être, avec l'apparition du social-impérialisme. Sous l'effet de la loi de l'inégalité de développement du capitalisme, le bloc impérialiste occidental s'est également désagrégé. A en juger par les changements survenus dans les relations internationales,

notre globe comporte maintenant, en fait, trois parties, trois mondes qui sont à la fois liés mutuellement et contradictoires entre eux. Les Etats-Unis et l'Union soviétique forment le premier monde; les pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des autres régions, le tiers monde; et les pays développés se trouvant entre les deux, le second monde.» (2).

Cette théorie n'est en fait que la rationalisation de la politique étrangère que suit la Chine depuis un certain nombre d'années. Depuis la fin de la «révolution culturelle», depuis que progressivement l'Union soviétique est mise en avant comme la super-puissance «la plus dangereuse» et depuis l'inauguration de la «diplomatie du ping-pong» par Chou En-lai. Il s'agit de justifier sur le plan théorique que la lutte la plus importante pour les peuples et pour les classes ouvrières du monde est la lutte contre l'hégémonisme, soviétique en premier lieu, et que la première force dans cette lutte est celle des pays du Tiers-monde. Il s'agit également de justifier les recherches d'alliances avec le «second monde», qui «peut être gagné», y compris au moyen de pressions exercées en son sein par sa droite (exemples : les visites de Franz-Josef Strauss et de Edward Heath en Chine). L'importance de ce «second monde» (l'Europe occidentale, le Canada, le Japon) est d'autant plus grande que l'Europe occidentale est le lieu privilégié de l'af-

1) «La théorie et la pratique de la révolution», «Zeri i Popullit», 7 juillet 1977. La direction albanaise a, depuis, donné une large publicité à ce texte, en le reproduisant sous forme de brochure dans un grand nombre de langues. Edition française : Tirana, Editions «8 Nëntori», 1977, 36 pages.

2) «Intervention de Teng Hsiao-ping, chef de la délégation de la République populaire de Chine», «Pékin information», 15 avril 1974, p. 7-8.

frontement soviéto-américain, d'où naîtra, selon les dirigeants chinois, la troisième guerre mondiale.

Après les attaques albanaises contre cette théorie, celle-ci a été réaffirmée avec force par les dirigeants chinois, en particulier dans l'éditorial du *Renmin Ribao* du 1er novembre 1977.

Il faut noter, afin de ne pas se laisser induire en erreur par l'aspect «idéologique» des choses, c'est-à-dire par ce que les dirigeants chinois disent aujourd'hui à propos de leurs théorisations, que la «théorie des trois mondes» se trouvait déjà en filigrane (c'est-à-dire sans être explicitement affirmée) dans le rapport présenté par Lin Piao au IXe Congrès du PCC (avril 1969), là où celui-ci notait que des deux «tigres en papier» (l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique), le premier connaissait «un déclin accéléré» (3).

LA REPLIQUE ALBANAISE

Première chose à remarquer à propos de la réplique albanaise à la «théorie des trois mondes» : cette réplique est antérieure à la longue attaque contenue dans l'article de *Zeri i Popullit* du 7 juillet 1977. Lors du VIIe Congrès du PTA, en novembre 1976, Enver Hoxha avait déjà affirmé que «les appellations de «Tiers monde», de pays «non alignés» ou «en voie de développement» suscitent l'illusion dans de larges masses qui luttent pour la libération nationale et sociale, qu'elles pourraient trouver là comme un abri contre la menace des superpuissances. Mais ces appellations cachent la situation réelle de la majorité de ces pays qui, d'une manière ou d'une autre, ont des liens de dépendance politique, idéologique et économique, tant avec les superpuissances qu'avec les anciennes métropoles coloniales» et que «l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, ces deux superpuissances sont aujourd'hui les plus puissants et les plus dangereux ennemis des peuples et qu'à ce titre ils présentent le même danger» (4).

Dans tous leurs discours importants, les dirigeants albanais ont, depuis lors, développé le même thème et au VIIIe Congrès des Unions pro-

fessionnelles (syndicats) d'Albanie, tenu en juin 1977 à Korça, Rita Marko, président du Conseil central des Unions professionnelles avait encore une fois réfuté la «théorie des trois mondes» (5).

Deuxième chose à remarquer à propos de la réplique albanaise : l'article du 7 juillet de *Zeri i Popullit*, stigmatisant l'oubli de la lutte contre Suharto et Pinochet, Geisel et Mobutu, de la part des partisans de la «théorie des trois mondes» et disant que celui «qui oublie qu'il faut combattre aussi bien le Pacte de Varsovie que l'OTAN, qu'il faut rejeter aussi bien le Comecon que le Marché commun, celui-là se rallie à eux et devient leur esclave» (6), n'est qu'un pas de plus dans l'escalade de la polémique Tirana-Pékin. Le problème consiste donc à savoir «pourquoi ce pas de plus à ce moment précis ?»

La réponse doit, à notre avis, être recherchée dans la mise au point par les dirigeants albanais d'une progression délibérée de leur offensive idéologique, progression dans le cadre de laquelle il faudrait distinguer plusieurs étapes centrées autour du rassemblement des divers mouvements «marxistes-léninistes» dans le monde, leur coordination et la création progressive d'un mouvement «marxiste-léniniste» pro-albanais. Il faut noter que l'escalade que la polémique connaît depuis juillet 1977 s'accompagne toujours d'un silence sur l'identité des défenseurs de la théorie des trois mondes de la part des Albanais, mais que ceux-ci ne se sont pas privés de publier des textes de divers partis «marxistes-léninistes» attaquant cette théorie avec une violence plus grande encore (par exemple le télégramme du IIe Congrès du Parti communiste d'Espagne (marxiste-léniniste) adressé au Comité central du PTA qui stigmatise la théorie en question comme une «théorie pourrie») et comparant la rupture avec les tenants de la «théorie des trois mondes» avec la rupture avec le révisionnisme de Khrouchtchev (position avancée par le Parti communiste du Brésil). Le Parti communiste d'Italie (marxiste-léniniste) qui édite l'hebdomadaire *Nuova Unità* a publié simultanément dans un même numéro, l'article de *Zeri i Popullit* et un article ouvertement critique vis-à-vis des développements intérieurs en Chine qui attaquait Teng Hsiao-ping. Ce dernier

article, qui parut au moment même de la réhabilitation officielle de Teng Hsiao-ping n'a pas été republié par la presse albanaise, mais l'Albanie soutient officiellement le Parti communiste d'Italie (marxiste-léniniste).

L'IRREVERENCE ALBANAISE

Il faut dire cependant que si l'escalade sino-albanaise a été si difficilement «déchiffirable» par certains, c'est à cause du fait que les Albanais ont usé de techniques «chinoises», c'est-à-dire relativement sophistiquées, pour exprimer leur dissentiment. Les Chinois, quant à eux, sont restés longtemps impassibles devant les attaques de Tirana (jusqu'à la réponse du *Renmin Ribao* du 1er novembre 1977, et encore celle-ci ne mentionnait-elle pas à qui elle répondait, de même que les dirigeants albanais n'ont jusqu'ici toujours pas dit en termes explicites qui ils visaient).

Les «techniques chinoises» utilisées par les Albanais peuvent être appelées «techniques obliques» en ce sens qu'en 1958, les dirigeants chinois commencèrent à attaquer les dirigeants yougoslaves en visant Khrouchtchev et la direction soviétique... de même, aujourd'hui, les Albanais attaquent-ils la théorie des «trois mondes» dont ils n'attribuent pas explicitement la paternité à ses auteurs chinois. De même que les attaques chinoises contre l'URSS avant 1961, les attaques albanaises étaient destinées à «frapper» et à «faire mal» sans nommer encore l'adversaire véritable.

Cette irrévérence «chinoise» anti-chinoise s'exprima dans le discours de Shehu qui mit en cause les «pressions, chantage, blocus et intrigues» anti-albanaises récentes, en y incluant la «tentative de putsch de Beqir Balaku» (ministre de la Défense, exclu du Bureau politique du PTA en 1974 et généralement considéré comme «pro-chinois»).

Mais elle atteignit son point culminant lorsque le Président Tito visita la Chine. A ce moment précis, les Albanais ressortirent un éditorial de *Zeri i Popullit* publié lorsque les attaques des Chinois contre les Yougoslaves battaient leur plein sous le titre «les résultats de la visite de N. Khrouchtchev en Yougoslavie»

3) «Pékin information» du 30 avril 1969, p. 32.

4) E. Hoxha, «Rapport au VIIe congrès du PTA», Tirana, 1976, p. 204 et 219.

5) «Puna», organe du Conseil central des Unions professionnelles, édition française, No 2, 1977, p. 23.

6) «La théorie et la pratique de la révolution», Tirana, 1977, p. 35

(7); pour le rendre encore plus percutant ils en modifièrent le titre qui devint «Khrouchtchev à genoux devant Tito» et en révélèrent l'auteur : Enver Hoxha lui-même (8), tout en le diffusant à Pékin sous forme de brochure dans les milieux diplomatiques. La publication de ce document, sous une forme insultante pour Hua Kuo-feng et Tito, confirmait la dégradation des relations entre la Chine et l'Albanie, tout en indiquant de manière très claire que l'amélioration des relations politiques entre la Chine populaire et la Yougoslavie avait été un facteur important dans la dégradation des relations entre la Chine populaire et l'Albanie.

Les attaques les plus violentes de l'article («des deux, c'est Tito qui avait le plus intérêt à ce qu'ait lieu un meeting et que soit publié un document officiel»... «Khrouchtchev est encore obligé de garder le masque»... «Khrouchtchev a décidé à présent de rayer d'un trait le camp socialiste»... «le rapprochement et l'union avec le laquais et l'agent de l'impérialisme, ce laquais nourri et entretenu avec les dollars américains, constituent un grand pas en avant vers le rapprochement et l'union avec le maître lui-même : l'impérialisme américain») pouvaient être directement traduites en remplaçant Khrouchtchev par Hua Kuo-feng. De plus, elles représentaient vis-à-vis de la direction chinoise un clair rappel de son propre passé.

L'ALBANIE ET LES RAPPORTS INTERNATIONAUX

Alors même que les dirigeants attaquaient leurs collègues chinois en ne mâchant, ainsi que nous l'avons vu, pas leurs mots, et en rappelant leurs positions violemment hostiles à la Yougoslavie, les rapports entre Albanais et Yougoslaves, qui se sont fortement améliorés depuis 1968 (invasion de la Tchécoslovaquie) face au danger commun (l'Union soviétique) ne se sont, quant à eux, pas détériorés.

Du côté albanais, la doctrine formulée en 1974 par Enver Hoxha ne s'est pas modifiée : «les peuples albanais, yougoslave et grec n'ont jamais été mis à genoux par l'ennemi exté-

rieur. Ces peuples n'ont pas une âme d'esclave et cela, ils l'ont fait valoir constamment tout au long de leur histoire séculaire. Les Albanais, les Yougoslaves et les Grecs ne sont pas de ceux qui porteront le pistolet pour rien si, soit les Américains, soit les Soviétiques, ou même quelqu'un d'autre les attaque et tente de leur ravir leur liberté et leur souveraineté. C'est pourquoi les deux super-puissances ou les Etats porte-avions qu'elles ont placés sous leur coupe peuvent bien rêver les yeux ouverts, mais ni le peuple yougoslave, ni le peuple grec, ni le peuple albanais ne permettront jamais que leur sol soit foulé par le Soviétique, l'Américain, le fasciste italien ou allemand» (9).

De la même manière, inversement, les responsables yougoslaves insistent sur la nécessité d'élargir la coopération avec l'Albanie, indiquant qu'elle correspond avec les intérêts à long terme de la Yougoslavie (10). Les réactions yougoslaves, qui ne révèlent plus toutes les attaques idéologiques dont la Yougoslavie est l'objet de la part des dirigeants albanais, jugent qu'elles sont essentiellement des expressions de tensions internes à l'intérieur de la direction albanaise et expliquent leur refus d'y répondre comme un refus de s'ingérer dans la situation interne de ce pays.

Cette interprétation des officiels yougoslaves semble par ailleurs confirmée par l'attribution à certains dirigeants albanais, écartés de la direction, de positions pro-yougoslaves, voire «autogestionnaires». Ainsi, dans un récent numéro de la revue théorique du PTA, Omer Hashorva attaquait-il encore l'autogestion yougoslave ainsi que les «opportunistes» (en Albanie) qui la soutiennent (11).

L'état des rapports entre l'Albanie et la Yougoslavie ainsi que leur évolution doivent nous permettre d'évaluer concrètement non seulement les raisons profondes des oppositions entre la Chine et l'Albanie, mais aussi la position de l'Albanie dans les rapports internationaux qui, comme dans le cas de chaque petit pays, sont «surdéterminés» par les rapports avec ses voisins immédiats.

Il faut également tenir compte du rôle du nationalisme et de l'importance du facteur national. L'Albanie est un petit pays qui a réussi à se forger un destin national envers et contre tout, y compris contre les sarcasmes de Marx qui prédisait froidement à ses habitants - cette «race endurcie d'anciens montagnards» - un destin de porteurs d'eau et de bûcherons au service des Serbes ou des Grecs voisins (12) ou contre le scepticisme de Lénine qui n'y voyait que l'objet passif de la rivalité d'autres Etats pendant la guerre balkanique (13).

Méprisée par les Yougoslaves, non-informée par Staline à propos de la rupture entre le Kominform et la Yougoslavie (l'Albanie n'était pas membre du Kominform - elle était le seul pays Est-européen à ne pas l'être), tenue à l'écart des décisions du Kremlin à propos de la réconciliation entre Tito et Khrouchtchev, non-informée des incidents qui conduisirent à la rupture sino-soviétique, sa direction ne l'a pas été non plus des décisions des dirigeants chinois et du tournant de ceux-ci, qui s'est codifié depuis 1974 dans la «théorie des trois mondes».

LE REFUS DE LA DEPENDANCE ECONOMIQUE

Cela veut-il dire que les dirigeants albanais ont choisi de rompre avec les Chinois sur tous les plans ? Il serait plus exact de dire qu'ils ont pris des risques calculés (en s'attendant à un chantage chinois) tout en les ayant soigneusement soupesés et contre-balancés d'avance. C'est ainsi qu'une militante trotskyste, visitant l'Albanie lors d'un voyage d'études en 1975, nota que : «Lorsqu'on avance un peu dans la connaissance de ce pays, on réalise très vite que le gros souci des Albanais est de se libérer de cette dépendance (vis-à-vis des Chinois, GD) qui rend leur économie très vulnérable et ceci, tant du point de vue entretien de l'équipement existant qu'en matière d'expansion. Ils appliquent leur mot d'ordre «compter sur nos propres forces» et créent ainsi des usines chargées de fabriquer des pièces de rechange, orientant ainsi l'enseigne-

7) «Zeri i Popullit», 13 septembre 1968.

8) Enver Hoxha, «Khrouchtchev à genoux devant Tito», «Albanie aujourd'hui», No 5, 1977, p. 40 à 46.

9) Enver Hoxha, «Notre politique est une politique ouverte, la politique des principes prolétariens», discours prononcé devant les électeurs de la circonscription 209 à Tirana le 3 octobre 1974, Tirana, Editions «8 Nëntori», 1974, p. 74-75.

10) Discours du président de l'Assemblée provinciale du Kossovo (Yougoslavie), Ilijaz Kurteshi, dans «Rilindja» (quotidien en langue albanaise de Pritchina, Yougoslavie) du 22 novembre 1976, après le congrès du PTA (source : «Radio Free Europe Research», 10 décembre 1976).

11) «Rruga e Partise» de septembre 1977 (cité par «Radio Free Europe Research» du 4 novembre 1977).

12) Karl Marx, «Œuvres politiques», Tome III. «La question d'Orient», Paris, Costes, 1929, p. 12.

13) Lénine, «Œuvres», Paris-Moscou, Tome XVIII, 1968, p. 346.

ment professionnel sur l'entretien et la réparation du matériel existant et puis passent le plus vite possible à la construction d'ateliers fabriquant du matériel technique purement albanais (c'est le schéma suivi à l'usine de tracteurs «Mao Tsé-toung» à Tirana.)» (14).

Ce n'est pas par hasard qu'au moment où Enver Hoxha annonçait l'opposition de l'Albanie à la «théorie des trois mondes», lors du VIIe Congrès du PTA, il était également annoncé que l'Albanie était devenue autosuffisante en matière de cultures de céréales.

Il n'est pas sûr que la Chine populaire ait retiré son aide pour le combinat métallurgique d'Elbasan. Mais le démenti opposé par la direction albanaise aux rumeurs à ce propos date, malgré tout, de l'époque où cette direction était dans l'incertitude quant à la politique étrangère chinoise (entre les incidents de la place Tien An Men et l'élimination des «quatre»).

Il est, par contre, à peu près certain que l'aide chinoise à la construction du nouveau barrage de Fierza (qui doit devenir le complexe hydro-électrique le plus important du pays) a été fortement diminuée, à en croire l'intervention du président du Comité syndical de l'Université de Tirana lors du dernier Congrès des Syndicats albanais, qui insistait sur les travaux entrepris aux fins de projeter et de produire des machines qui jusqu'ici devaient être importées (15). Quant aux fameux étudiants albanais dont le départ de Chine avait été présenté durant l'été 1977 comme un «simple départ en vacances», ils ne semblent pas être retournés en Chine après l'été.

L'ALBANIE ET LES GROUPES «MARXISTES-LENINISTES»

Les présences (et les absences) de délégations étrangères aux congrès qui se sont tenus durant les derniers mois en Albanie sont un bon révélateur de l'état des rapports entre les dirigeants albanais et les mouvements ou partis marxistes-léninistes dans le monde. De ce point de vue, rappelons le VIIe Congrès du Parti (novembre 1976), le VIIIe Congrès des Unions professionnelles (syndicats) (juin 1977) et le VIIe Congrès de l'Union de la jeunesse du travail (septembre 1977).

Au total, 32 délégations étrangères ont assisté au Congrès du Parti, 22 au Congrès des Syndicats et 19 au Congrès des Jeunesses, la plupart envoyées par des partis, groupes ou organisations «marxistes-léninistes» (à côté, au Congrès syndical, de représentations de syndicats officiels de pays en voie de développement - Syrie, etc.).

Les rencontres qui ont eu lieu à l'occasion de ces congrès et en dehors d'eux ont vu les Albanais tenter d'organiser, avec l'aide de représentants de ces groupes «marxistes-léninistes», un début de coordination inter-régionale, continentale et même internationale. Les rapports faits à ces trois congrès attaquaient la «théorie des trois mondes» et c'est avec cette référence comme axe central que ces regroupements et coordinations diverses ont été établis. De ce point de vue, il y a lieu de mentionner la «déclaration des huit partis marxistes-léninistes authentiques d'Amérique latine» (novembre 1976) et la «déclaration commune de cinq partis marxistes-léninistes européens» (octobre 1977).

La première de ces déclarations est datée de Tirana même. Si la deuxième a été rendue publique lors d'une conférence de presse tenue à Paris, il ne fait que peu de doutes qu'elle ait été élaborée à Tirana (où des représentants de tous ces partis avaient été reçus durant les semaines précédentes, à l'exception des marxistes-léninistes grecs), en étroite consultation avec les dirigeants albanais. Ceux-ci ont commencé à se déplacer tout à fait officiellement lors de rencontres ou de meetings internationaux, donnant à leur appui à tel ou tel parti marxiste-léniniste un caractère public et démonstratif.

Dans ces contacts, les dirigeants albanais affirment de façon démonstrative leur solidarité avec un petit nombre de partis auxquels ils semblent attacher une grande importance : le PCP (reconstruit) du Portugal, le plus important parti marxiste-léniniste de l'Europe occidentale, le PCI (m-l) dirigé par les frères Dinucci, le PCE (m-l) dont le congrès fut le premier d'un groupe m-l (malgré son poids insignifiant par rapport au PTE ou à l'ORT, tous deux pro-«trois-mondes») à recevoir un message personnel de Enver Hoxha, ou encore le

Parti communiste du Brésil (premier parti «historique» anti-révissionniste, fondé en 1962), le PC de Nouvelle-Zélande ou encore des organisations m-l de création récente, notamment dans des pays avec lesquels la Chine entretient de bonnes relations, tel l'Iran.

La doctrine des Albanais en matière de contacts internationaux a été explicitée dans la revue théorique du PTA par le théoricien du Parti Sotir Manushi : «Notre parti croit que des contacts multilatéraux et de larges rencontres de partis marxistes-léninistes sont préférables aux réunions bilatérales en ce qu'elles servent mieux les objectifs du mouvement marxiste-léniniste» (16). C'est très certainement là un langage nouveau et une innovation par rapport aux pratiques antérieures des directions albanaises (et chinoises).

UNE INTERNATIONALE PRO-ALBANAISE ?

Cela signifie-t-il que la direction albanaise s'oriente vers l'établissement d'une internationale de groupes pro-albanais et opposés à la théorie des «trois mondes» ? Il serait à notre avis prématuré de tirer cette conclusion. Les dirigeants albanais sont trop soucieux de leur indépendance complète pour risquer pareille aventure. Ils ne sont pas inconscients non plus, semble-t-il, du caractère irresponsable d'un certain nombre de groupes avec lesquels ils se sont associés (par exemple le PCE(m-l), pour prendre le cas le plus connu). Mais cela dit, il ne faudrait pas mésestimer - par rapport à la crise et au désarroi régnant dans le mouvement marxiste-léniniste, le caractère novateur des nouveaux types de rapports que la direction albanaise tente d'inaugurer. Certes, il est douteux qu'ils aient la possibilité de rassembler autour d'eux un mouvement qui égale jamais les soutiens dont le PC chinois a bénéficié dans le monde. Mais dans le cadre du mouvement marxiste-léniniste tel qu'il est aujourd'hui, et où le maoïsme a perdu une bonne partie de sa crédibilité, le style nouveau des Albanais leur donne quelques chances d'assurer une petite percée et d'arracher des groupes plus importants à l'orbite chinoise (17).

14) «Une trotskyste en Albanie», in : «La Brèche» (Bruxelles), No 16/17, p. 17 et 18.

15) Intervention d'Edmund Luçi, «Puna» du 24 juin 1977.

16) «Rruga e Partise» du mois de mars 1977, cité par «Radio Free Europe Research», du 12 juillet 1977, p. 10.

17) Certaines démarches des dirigeants albanais, telle la demande qu'ils ont adressée aux dirigeants chinois pour qu'ils exercent un rôle conciliateur dans le conflit vietnamo-cambodgien, au lieu de continuer à jeter de l'huile sur le feu, sont de nature à renforcer leur crédit.

Le fait même que les dirigeants albanais n'hésitent pas à affronter les Chinois sur ce terrain montre qu'ils ne prennent plus de gants dans leurs rapports avec eux et qu'ils s'attendent probablement à ce que, même indépendamment de ces efforts, les rapports entre la grande Chine et la petite Albanie aillent en se détériorant. Cela montre aussi qu'Enver Hoxha et la direction albanaise ne se font guère d'illusions sur le « caractère désintéressé » de l'aide de la Chine, qu'ils vantaient tant dans le passé. Au début du siècle, un auteur britannique, Aubrey Herbert, décrivait l'Albanie comme « l'Irlande de l'empire ottoman » (18). On pourrait parler aujourd'hui de l'Albanie comme de « l'Irlande du « marxisme-léninisme » ». Comparaison n'est pas raison, mais elle vaut en tout cas pour l'opiniâtreté avec laquelle les « montagnards endurcis » (Marx) affirment leur indépendance.

LES RAISONS DU CONFLIT SINO-ALBANAIS

Les raisons de ces attaques violentes ne sont évidemment pas à rechercher dans une brusque découverte, de la part d'Enver Hoxha et des dirigeants albanais ou de leurs amis dans le monde, que la politique étrangère de la République populaire de Chine serait devenue contre-révolutionnaire. Elle n'est pas à rechercher non plus dans leur irritation devant le fait que ce soit Teng Hsiao-ping (qu'Enver Hoxha avait encore violemment attaqué, en compagnie de Lin Piao, au VII^e Congrès du PTA, alors qu'il ne mentionnait pas la « bande des quatre ») qui soit l'un des auteurs de la théorie des « trois mondes ». Elle est à rechercher dans l'appréhension des dirigeants albanais face aux conséquences pratiques que l'orientation de la diplomatie chinoise peut avoir pour l'Albanie.

La politique étrangère de Pékin a radicalement changé entre l'époque où celui-ci se réjouissait de l'échec des négociations entre la Grande-Bretagne et la Communauté économique européenne en 1963 et celle où il se félicite de l'aboutissement de ces négociations puis du résultat positif du référendum britannique sur le Marché commun (19).

Les dirigeants chinois comptent bien renforcer leurs liens avec les « neuf », tant au plan politique qu'au plan économique. Par ailleurs, ils en-

couragent également le renforcement des partenaires européens de l'OTAN, voire même de l'OTAN dans son ensemble (Etats-Unis compris) face à ce qu'ils considèrent comme l'ennemi principal, à savoir le « social-impérialisme soviétique » (20). Cela ne peut manquer d'inquiéter les dirigeants albanais.

D'autre part le resserrement progressif des relations sino-yougoslaves depuis 1971 a également soulevé la colère de Tirana. Rappelons aussi que la question yougoslave a été un des points nodaux à propos desquels l'alliance sino-albanaise s'est forgée contre Khrouchtchev à la fin des années 50, les Albanais n'ayant jamais accepté la réconciliation Khrouchtchev-Tito de 1955, les Chinois ayant quant à eux violemment pris (repris) à partie les Yougoslaves lors du Congrès de 1958 de la Ligue des communistes de Yougoslavie (après une amélioration des rapports sino-yougoslaves qui avait duré deux ans).

Or, dès la mi-1971, les relations sino-yougoslaves se sont fortement améliorées, après une série d'échanges où, comme au plan des relations sino-américaines d'ailleurs, le « pongisme » était à l'ordre du jour. Depuis cette époque, la presse chinoise n'a pas tari d'éloges sur l'armée yougoslave et ses grandes manœuvres. Et surtout, il y eut cet étrange communiqué, lors de la visite de Mirko Tepavac, secrétaire d'Etat (ministre) yougoslave aux Affaires étrangères, en Chine, qui annonçait l'abandon ultérieur de toute critique fondamentale du révisionnisme yougoslave de la part des Chinois et dans lequel une subtile combinaison du brio des diplomates yougoslaves et de la finesse orientale avait permis d'insérer une « formule de transition » permettant d'interpréter « à la carte » cette phrase énigmatique à propos de la nature sociale des deux pays : « *Au cours des entretiens, les deux parties ont souligné avec force que tous les pays, qu'ils aient des systèmes sociaux identiques ou différents et qu'ils soient grands ou petits, doivent assésor leurs relations réciproques sur la base des principes du respect mutuel de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, de non-agression mutuelle, de non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, d'égalité et d'avantages réciproques, de coexistence pacifique.* » (21).

Il est évidemment absurde de

considérer que l'Albanie est un pays dirigé par un parti « super-révolutionnaire » qui fait cavalier seul envers et contre tous dans un monde éminemment hostile dans lequel l'Albanie « sombre dans l'isolement le plus complet » selon les uns, ou devient le seul « phare » du socialisme dans le monde, selon les autres. Et cela, non seulement parce que le concept de « phare du socialisme » est, d'un point de vue marxiste, incongru, absurde, et relève d'une pensée essentiellement religieuse, mais aussi parce que la thèse du prétendu isolement de l'Albanie est également absurde, de même qu'est absurde la thèse avancée en Yougoslavie selon laquelle l'« Albanie agit contre ses propres intérêts » en prenant ces positions sur le plan international.

Comme les dirigeants de tous les pays, ceux de l'Albanie agissent en tenant compte de leurs propres intérêts et de leur préservation. De ce point de vue, il y a une très grande constance et une très grande cohérence dans la ligne dont l'Albanie ne s'est jamais départie depuis sa rupture avec la Yougoslavie en 1948. Il y a en effet une grande constance dans le refus des « sociétés mixtes » (les « sociétés mixtes » en Albanie n'étaient pas soviéto-albanaises mais yougoslavo-albanaises) et dans le refus opposé par les Albanais à Khrouchtchev de laisser transformer leur pays en une culture de citronniers pour le consommateur soviétique, dans leur crainte qu'une couche de spécialistes et de technocrates ne se forme dans les entreprises (ce contre quoi le PTA a développé depuis 1966 des formes de « contrôle ouvrier » dans les entreprises) et dans leur rejet de l'autogestion yougoslave.

Les dirigeants albanais craignent que le rapprochement entre Pékin d'une part, et Belgrade et la CEE d'autre part, puisse modifier - ou justifier d'avance une modification - du délicat équilibre politico-militaire qui existe actuellement dans le bassin de l'Adriatique. Pareille modification menacerait l'indépendance réelle de l'Albanie qui a pu se maintenir précisément en jouant sur les contradictions Moscou-Belgrade, Belgrade-Rome, Belgrade-Pékin et Pékin-CEE. Sans vouloir sous-estimer le rôle autonome de facteurs idéologiques, c'est cette crainte qui constitue la clé du conflit.

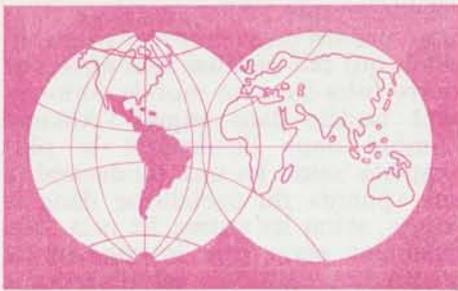
(Cet article a été abrégé par la rédaction d'« Inprecor-Intercontinental Press »).

18) Cité par Richard Clegg dans le « Times Literary Supplement » (supplément littéraire du Times) du 25 février 1977, p. 205.

19) « Pékin information » 13 mai 1963, p. 31; 5 juillet 1971, p. 36 et 30 juin 1975, p. 12 et 13.

20) « Pékin information » du 24 décembre 1973, titrant sur la « nécessité d'une amélioration continue des forces » de l'OTAN, p. 23.

21) « Pékin information », 21 juin 1971, p. 18 et suiv.



Amérique latine

Après les défaites, une tentative de bilan

Depuis des années dans les prisons, dans la clandestinité ou dans l'exil, les militants latino-américains s'interrogent sur les causes de leurs défaites. Beaucoup d'entre eux sont, en principe d'accord : il n'y a pas eu de direction révolutionnaire, il n'y a pas eu de parti révolutionnaire

Livio MAITAN

□ L'article qui suit est une tentative, très partielle de tirer un bilan de quinze années de luttes en Amérique latine et de saisir les tendances économiques, sociales et politiques qui opèrent dans la période actuelle. Il a comme but de poser des problèmes beaucoup plus que de donner des réponses. Même là où des réponses s'esquissent il ne s'agit que d'hypothèses susceptibles, nous l'espérons, de stimuler un débat qui a déjà marqué un retard par rapport aux nécessités des organisations qui luttent.

QUINZE ANNEES DE MONTEE DES LUTTES DE MASSE

Dans la période qui a suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, la révolution cubaine a représenté un clivage capital. Elle n'a pas été en elle-même la cause de cette crise au niveau continental qui fut le produit de la fin des conditions économiques créées par la guerre et ensuite par le boom coréen, aussi bien que de l'explosion des contradictions des mouvements nationaux-populistes après deux décennies d'hégémonie sur les larges masses dans de nombreux pays. Mais elle a eu des conséquences considérables. Elle a introduit, par l'instauration d'un Etat ouvrier, un élément de déséquilibre structurel qualitativement nouveau et elle a stimulé des processus de maturation politique multiples. C'est pourquoi il est légitime de la mettre au centre d'une analyse d'ensemble de la période.

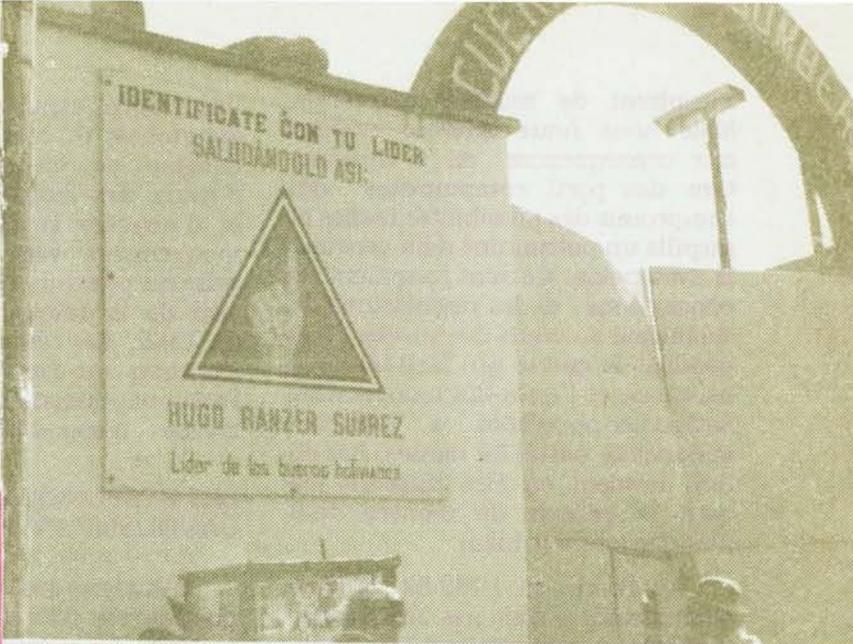
Résumons schématiquement par ordre chronologique les événements les plus significatifs : 1959-60 : victoire de la révolution et instauration d'un Etat ouvrier à Cuba; 1961-63 : relance du mouvement paysan et vague de luttes ouvrières au Pérou; 1963-64 : radicalisation des luttes ouvrières, paysannes et de couches petites-bourgeoises, avec des répercussions dans les forces armées, au Brésil; 1964 : nouvelle montée en Bolivie avec renversement du régime de Paz Estenssoro; 1965 : insurrection à Saint-Domingue; 1967 : nouvelle radicalisation et déclenchement de la guérilla en Bolivie; premiers signes d'une nouvelle radicalisation en Argentine (crise dans la région de Tucuman); 1968 : luttes et mobilisations étudiantes et ouvrières au Brésil; vague du mouvement des étudiants au Mexique; montée des masses en Uruguay; 1969 : tournant en Argentine avec le *cordobazo*; 1970 : victoire de l'Unité populaire (UP) au Chili, accompagnée et suivie par de grands mouvements des étudiants, des paysans et de la classe ouvrière; 1972-73 : grèves, mobilisations de masse, actions de guérilla urbaine en Argentine, chute de la dictature militaire, situation proche d'une crise pré-révolutionnaire dans les premiers mois de 1973; 1973 : grève générale avec occupation d'usines en Uruguay.

Le bilan est malheureusement simple : la montée s'est achevée avec une série impressionnante de défaites; 1964 : instauration de la dictature militaire au Brésil; 1965 :

étouffement, par l'intervention impérialiste, de l'insurrection de Saint-Domingue; 1971 (août) : victoire de Banzer en Bolivie; 1973 (juillet) : défaite de la grève générale en Uruguay; 1973 (septembre) : renversement de l'UP au Chili; 1976 : coup d'Etat militaire en Argentine. Ce sont des défaites qui marquent une époque et qui, par l'ampleur et le caractère systématique de la répression, vont au-delà de tous les précédents historiques sur le continent.

Certains, y compris au sein du mouvement marxiste-révolutionnaire, ont refusé et refusent une telle caractérisation en ce qui concerne l'Argentine. Selon nous, il faut, d'un côté, écarter de faux problèmes (la défaite aurait-elle ou non une portée historique ?) et comprendre, de l'autre, que le fait qu'une classe ouvrière, dotée d'une force structurelle considérable et d'une grande tradition de lutte, puisse engager des combats immédiatement après un grave échec, ne signifie pas automatiquement qu'elle n'a pas été battue. A plus forte raison, on ne saurait accepter l'argument que le prolétariat argentin n'a pas subi une défaite car il ne s'est même pas engagé dans un conflit concernant deux secteurs bourgeois. Justement le fait qu'une classe ouvrière, qui avait été le protagoniste d'une montée puissante entre 1969 et 1973 et, en 1975, s'était engouffrée dans le mouvement des *coordinadoras*, reste spectatrice dans une situation qui pèsera lourdement sur son destin, donne la mesure de la défaite. La réalité in-

«Assassinat du peuple à l'université de Bolivie»



«Identifie-toi à ton leader, en le saluant ainsi : Hugo Banzer Suarez, leader des bons Boliviens»

contestable est que, depuis de longues décennies, le mouvement ouvrier argentin n'avait pas connu une répression si dure, n'avait pas perdu tant de cadres, n'avait pas été obligé de reculer si gravement sur tous les terrains (niveau de vie, droits démocratiques élémentaires, liberté d'organisation, etc.).

En outre, le coup d'Etat de 1976 a marqué la conclusion de toute une époque de l'histoire politique du prolétariat argentin. Le péronisme avait eu des vicissitudes multiples, y compris en ce qui concerne ses rapports avec les larges masses, pendant une trentaine d'années. Mais maintenant il a subi - lui, sans aucun doute - une défaite historique, sa défaite historique. Il n'est pas exclu qu'il puisse encore nourrir quelques courants, réapparaître sous quelque forme, récupérer une influence marginale : mais il ne sera plus reconnu par la grande majorité de la classe ouvrière comme sa direction.

Une telle évolution n'est pas le résultat du remplacement du péronisme par une direction ouvrière, soit révolutionnaire, soit réformiste, mais elle a impliqué jusqu'ici un vide de direction; notre appréciation des événements en Argentine nous en paraît d'autant plus justifiée. A fortiori, elle nous paraît justifiée à une échelle plus générale. La défaite bolivienne n'a-t-elle pas rendu possible l'instauration du régime le moins instable que le pays ait connu depuis des décennies ? La défaite uruguayenne n'a-t-elle pas précipité

des changements profonds, aussi bien structurels que politiques ? L'histoire du Chili avait-elle jamais connu un bouleversement d'une telle ampleur ?

Pour la caractérisation de la période, toutes ces considérations nous semblent beaucoup plus décisives que le degré de résistance de la classe ouvrière ou même la durée de l'écrasement du mouvement des masses.

AUX ORIGINES DE LA DEFAITE

Depuis des années dans les prisons, dans la clandestinité ou dans l'exil, les militants latino-américains s'interrogent sur les causes de leurs défaites. Beaucoup d'entre eux sont, en principe, d'accord. Il n'y a pas eu de direction révolutionnaire, il n'y a pas eu de parti révolutionnaire.

C'est une réponse juste, mais qui risque d'être abstraite. Dans la période de montée, une série de pays ont effectivement connu des situations révolutionnaires ou pré-révolutionnaires qui ne furent pas exploitées par la classe ouvrière. Mais de telles situations se sont produites dans des contextes socio-économiques et politiques sensiblement différents.

Il y a une première catégorie de pays où la classe ouvrière est peu nombreuse et n'a qu'un faible poids social spécifique. Nous ne voulons

pas insinuer que dans de tels pays s'impose une stratégie de révolution par étapes, qu'il faudrait mettre de l'eau dans le vin de la théorie de la révolution permanente. Toutefois, le fait même que la classe ouvrière ne représente qu'une partie très réduite de la population active est un obstacle à une dynamique révolutionnaire victorieuse même dans un contexte de crise profonde. Dans le cas de Saint-Domingue par exemple, la faiblesse politique du mouvement insurrectionnel n'a pas été sans rapport avec la faiblesse structurelle de la classe ouvrière; ce qui, d'ailleurs, a facilité l'hégémonie d'un secteur bourgeois sur l'insurrection.

Une deuxième catégorie est celle où la classe ouvrière, tout en ayant un poids spécifique important, voire prédominant, n'a pas réussi, avant l'explosion ou au cours de la crise, à conquérir son indépendance politique et organisationnelle. Nous touchons ici un problème crucial pour la compréhension de l'histoire de l'Amérique latine pendant un demi-siècle, dont nous-mêmes avons parfois tendance à perdre de vue les implications concrètes. Il faut éviter, à ce sujet aussi, toute tentation mécaniste. A l'origine, des facteurs structurels ont incontestablement joué. Mais des facteurs politiques sont intervenus avec un poids, en dernière analyse, décisif. Nous faisons allusion aux conséquences du fait que les premières tentatives d'organisation du mouvement ouvrier ont été faites, notamment dans certains pays, en

s'inspirant de modèles extérieurs. Mais nous nous référons surtout aux conséquences de la stalinisation des parti communistes qui compromet des possibilités réelles et gaspilla un patrimoine déjà accumulé avec peine. Ce sont justement les conceptions et les orientations du stalinisme au cours des années 30 et pendant la guerre qui facilitèrent la naissance et l'essor des mouvements nationaux-populistes à influence majoritaire parmi les masses. Les effets devaient en être ressentis jusqu'à la période de montée dont nous tirons ici le bilan.

Au Brésil, en 1963-64, le Parti communiste n'était pas une quantité négligeable et des secteurs syndicaux, par exemple à Sao-Paolo, étaient inspirés par des conceptions de lutte de classe. Mais la classe ouvrière dans son ensemble et a fortiori les autres masses exploitées dans leur écrasante majorité n'avaient pas atteint le niveau de l'indépendance politique et organisationnelle et leur action restait, en fait, subordonnée à la logique des conflits au sein des classes dominantes. En Argentine, la classe ouvrière avait eu, pendant plus de trente ans, un très grand poids et à partir de la fin des années 60, des secteurs importants, notamment à Cordoba, s'étaient émancipés de la tutelle du péronisme. Mais dans leur majorité, les masses n'ont même pas rompu en 1973-74 le cordon ombilical les reliant à un mouvement politique dont la nature conservatrice était, pourtant, devenue de plus en plus évidente. En Bolivie, malgré leurs expériences extrêmement riches, des couches travailleuses très larges ont continué sous le régime Torrès à nourrir des illusions dans des courants bourgeois ou petits-bourgeois et dans leurs organisations (par exemple, celle de Juan Lechin).

Il y a finalement le cas d'un pays comme le Chili, où une situation pré-révolutionnaire s'est produite en présence d'une classe ouvrière d'un poids spécifique social et politique considérable, organisée depuis longtemps dans des syndicats et des partis indépendants et atteignant au cours de la crise un niveau de maturité comparable à celui du prolétariat le plus politisé et militant d'Europe occidentale.

Il est incontestable que, s'il y a un cas où l'absence d'un parti révo-

lutionnaire, capable par une stratégie globale et correcte, d'éviter les dangers de désynchronisation et d'usure des mouvements de masse et d'orienter la dynamique de ces mouvements vers l'objectif de la prise du pouvoir, a été le facteur décisif de la défaite, c'est bien celui du Chili. Les réformistes ou néoréformistes du Parti socialiste et du Parti communiste en portent la très lourde responsabilité historique.

LES RESPONSABILITES DU CASTRISME ET DU CENTRISME

L'analyse des défaites doit aussi prendre en considération un autre facteur : les responsabilités du castrisme et du centrisme.

Quant au premier, il ne faut jamais oublier la distinction entre l'influence, pour ainsi dire structurelle de la révolution cubaine et l'influence du castrisme comme courant politique. La révolution cubaine a eu un poids très grand pendant toute la période analysée et ne cessera de l'avoir dans l'avenir, à moins que l'impérialisme ne réussisse à renverser l'Etat ouvrier cubain. Le courant castriste a exercé une force d'attraction puissante, non seulement parmi des couches d'avant-garde de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie radicalisée, mais aussi parmi les masses, cela, aussi bien grâce au prestige acquis par la victoire de la révolution qu'au relancement par Castro et Guevara, parfois en opposition ouverte avec les partis communistes bureaucratés, de conceptions révolutionnaires sur les problèmes cruciaux de la nature de la révolution et de la conquête du pouvoir.

Cependant, le castrisme s'est développé dans un contexte où avait éclaté ou était en train d'éclater la crise des mouvements nationaux-populistes. Il a agi comme un pôle face à des secteurs en crise de ces mouvements et, sur ce terrain, il a obtenu des résultats plus importants que dans le mouvement ouvrier traditionnel. Cela a des implications idéologiques et politiques concrètes dans la mesure où la jonction avec de tels courants a représenté un obstacle supplémentaire à son évolution théorique par rapport au stalinisme et lui a fait subir, en dernière analyse, une contamination

par l'absorption de résidus idéologiques dont ces courants n'avaient pas réussi à se libérer. Ce qui est plus important, à cause de la composition sociale du national-populisme, c'est que le castrisme s'est intégré beaucoup plus dans la petite-bourgeoisie radicalisée que dans la classe ouvrière. Malheureusement, le fait que la classe ouvrière se soit trouvée relativement marginalisée par rapport au processus de recomposition du mouvement révolutionnaire n'a pas été ressenti comme une mutilation, mais au contraire, a engendré des conceptions substitutistes, niant ou minimisant à l'extrême le rôle de cette classe dans la lutte pour le pouvoir. *Révolution dans la révolution*, Maspéro, Paris, de Régis Debray, livre de chevet de milliers de révolutionnaires latino-américains, a été l'expression la plus systématique d'une telle orientation. Guevara avait beaucoup d'objections au texte de Debray qui, d'ailleurs, ne coïncidait pas avec le texte soumis par la délégation cubaine à la Conférence de l'OLAS (1967). Toutefois, *Révolution dans la révolution* avait été lancé avec éclat à La Havane, donc avalisé par le groupe dirigeant fidéliste et cet ouvrage a joué un rôle capital dans la formation du courant castriste dans tout le continent.

Dans certains pays (Uruguay, Chili, Brésil, etc.), le castrisme a également réussi à exercer une influence dans des secteurs organisés par des partis ouvriers traditionnels. Mais c'est justement sur ce terrain que ses limites et ses contradictions sont apparues le plus nettement. En effet, il s'est avéré incapable de concrétiser politiquement et organisationnellement son influence. Ce qui est pire, c'est qu'à cause de son empirisme sur la question du stalinisme, non seulement il n'a pas stimulé l'évolution des secteurs qu'il influençait, mais par contre, il a contribué à son tour, à entériner l'ambiguïté sur des questions cruciales, en alimentant des illusions néfastes. Dans le cas, par exemple, du Chili, les critiques de Fidel contre «la voie pacifique» étaient neutralisées par son appui sans réserves à la direction de l'UP; en Bolivie, le Che lui-même avait misé sur un secteur du PC pro-Moscou et sur son dirigeant Monje, surtout pour l'organisation de l'infrastructure de son opération de guérilla.

Che Guevara avait dit un jour : «révolution socialiste ou caricature de révolution» et, mises à part quelques expressions confuses, la deuxième déclaration de La Havanne reprenait la conception de la révolution permanente. C'était un acquis important; cependant la démarche restait fondamentalement empirique. Ainsi, aussi longtemps que la direction cubaine a estimé qu'il existait la possibilité d'une victoire de la révolution à court terme dans d'autres pays d'Amérique latine, elle a misé sur cette perspective, en se reliant aux meilleures traditions internationalistes et en polémiquant ouvertement avec les bureaucrates du PCUS et des partis communistes du continent. Mais depuis qu'à la suite d'une série d'échecs, dont elle n'a pas jusqu'ici analysé les causes, elle a commencé à considérer comme inévitable un isolement prolongé de l'Etat ouvrier cubain, non seulement elle a entrepris une série d'opérations diplomatiques vers d'autres pays d'Amérique latine, mais elle est allée jusqu'à «oublier» ses généralisations antérieures et à idéaliser certaines bourgeoises nationales et leurs forces armées. Cela a eu, dans le cas du Pérou, pour effet de liquider le courant castriste en tant que courant révolutionnaire.

Pour en venir au centrisme, dans les années 60 et 70, on a assisté à un phénomène double, à savoir aussi bien à l'émergence d'un centrisme de type nouveau qu'à une réémergence du centrisme plus traditionnel (et même à une combinaison des deux). En ce qui concerne la Bolivie, l'ELN, issu de la guérilla du Che, appartient à la première catégorie. Mais le vieux centrisme de Lechin et de ses alliés plus ou moins conscients (dont Lora), a joué un rôle beaucoup plus décisif dans la défaite de 1971. Au Chili, le Parti socialiste a été le théâtre d'une convergence entre centristes traditionnels, souvent de formation «trotskyste», et centristes nouveaux (baptisés «elenos»), plus obsédés par l'idée d'accumuler des armes et des notions techniques pour leur utilisation à l'heure «H» que de combattre d'une façon conséquente et sans opportunisme la stratégie d'Allende.

Nous ne pouvons pas analyser ici dans toutes ses composantes le centrisme nouveau, sous-produit de

la révolution cubaine et conditionné en même temps, indépendamment du fait que les protagonistes en soient conscients ou non, d'un côté par la crise du mouvement communiste international et de l'autre par les traditions et les expériences de mouvements nationaux-populistes (le PRT argentin, dans sa première phase, aussi par une interprétation particulière du trotskysme). Nous nous limitons à récapituler les critiques que les trotskystes ont adressées au MIR chilien, la principale des formations centristes nouvelles, aux sources idéologiques multiples (dont le marxisme révolutionnaire lui-même), qui a acquis à l'époque de l'UP une influence de masse réelle et gagné une couche importante de l'avant-garde :

a - avant la victoire d'Allende, lorsque la montée du mouvement des masses s'était déjà nettement esquissée, le MIR s'est inspiré des conceptions putschistes et substitutistes (la rupture provoquée par la direction, en 1969, avec un secteur d'influence trotskyste a été éloquente en la matière);

b - après septembre 1970, face à la réalité du succès de l'UP et de la mobilisation des masses, il a opéré un tournant brusque à 180 degrés en adoptant une attitude suiviste par rapport à l'UP et en négligeant la nécessité d'une différenciation stratégique dès les premières phases du processus;

c - même lorsqu'il a commencé à se délimiter plus nettement de l'UP, il a hésité à se battre d'une façon conséquente pour une stratégie révolutionnaire alternative (exemple : l'empirisme avec lequel il a affronté le problème crucial de la dualité de pouvoirs et les erreurs commises au moment de la naissance des «cordons industriels»);

d - pour une longue période, il a fait le choix de construire son organisation d'abord parmi les étudiants, ensuite parmi les paysans et les *pobladores* (les habitants pauvres des bidonvilles) et seulement de manière subordonnée dans la classe ouvrière. Même lorsqu'il a changé d'axe, misant beaucoup plus qu'auparavant sur la classe ouvrière, il a concentré ses efforts dans des secteurs relativement marginaux, cen-

sés offrir une moindre résistance. Tout cela a eu objectivement des conséquences très négatives sur la composition de l'organisation et ses capacités de peser effectivement aux moments cruciaux;

e - l'organisation a été construite sur la base d'une conception verticale, assurant le contrôle absolu de la direction et de son appareil sur les cadres et les militants (il suffit de rappeler qu'aucun congrès ne fut tenu après 1967);

f - pendant toute la période de l'UP, le MIR a évité de prendre des positions claires sur les problèmes internationaux majeurs, en se limitant à prendre la révolution cubaine comme point de référence et en ne soumettant à aucune analyse la politique de Moscou ni celle de Pékin. Une telle attitude était, au fond, inspirée par l'illusion sous-jacente, partagée, par exemple, par le PRT de Santucho, que cela aurait permis d'entretenir des bonnes relations avec tout le monde et de recevoir éventuellement des aides matérielles.

BILAN DES DICTATURES

Pour esquisser un bilan des dictatures, le Brésil peut être à juste titre pris comme point de départ. Le régime brésilien, imposé et maintenu par la violence la plus brutale, a effectivement réussi à stimuler pendant des années une croissance économique considérable, en s'assurant une base sociale réelle non seulement parmi des couches exploiteuses restreintes, mais aussi parmi la moyenne et la petite-bourgeoisie urbaines. Cette croissance a été possible, on le sait, par une exploitation accrue de la classe ouvrière (qui a souffert, d'une façon générale, d'une paupérisation absolue), par l'imposition d'un niveau de vie misérable aux couches inférieures de la petite-bourgeoisie et aux frais de très larges couches paysannes soit surexploitées, soit arrachées sans perspectives à leur milieu social. Mais, évidemment, ces «conditions» n'apparaissent pas comme un passif aux yeux des classes dominantes indigènes et de l'impérialisme, du moins aussi longtemps qu'elles peuvent être imposées aux victimes sans conflits majeurs. L'exemple brési-

lien pouvait donc être présenté comme une preuve concrète qu'il était possible de relancer le processus d'accumulation en instaurant un régime politique nouveau où appareil militaire et appareil politique étaient strictement imbriqués et où les forces armées devenaient, en fait, le parti politique hégémonique des classes dominantes.

Du point de vue de la bourgeoisie et de l'impérialisme, le régime militaire bolivien représente aussi une réussite, même si c'est dans des proportions plus limitées. Depuis août 1971, la Bolivie a connu des changements assez profonds. On ne saurait, tout d'abord, minimiser le fait qu'un pays dont l'économie souffre depuis des décennies de goulots d'étranglements sérieux, a réalisé entre 1971 et 1976 une augmentation moyenne du revenu national de 6% par an et que pour 1977, il en arrive même à 7%; que l'augmentation des prix dans la période récente a été de l'ordre de 12% (probablement 15% en 1977), après avoir atteint 64% en 1974; que les réserves monétaires sont passées en 6 ans de 34 à 180 millions de dollars et que l'épargne et les investissements ont été fortement stimulés (l'endettement extérieur reste, toutefois, très fort). Mais il est plus important de souligner que la structure économique a subi ou est en train de subir une transformation considérable. Le centre économique s'est déplacé des régions des mines vers la zone de Santa Cruz, coeur de l'industrie du pétrole : l'exportation de l'étain en 1970 représentait 44,6% des exportations, est descendue en 1976 à 30%, alors que le pétrole est passé dans la même période de 6 à 25% (le gaz naturel a atteint 10%). On prévoit qu'en 1980 l'exportation du secteur minier dans son ensemble atteindra 52% (35% pour les hydrocarbures) et celle des produits agricoles se situera autour de 12%. La même année, la Bolivie sera en mesure d'assurer la fusion sur place des 5/6 de sa production d'étain. L'industrie pétrochimique est en train de se développer à Santa Cruz et celle du fer au Mutun. L'impérialisme s'est efforcé de faciliter la

réussite de ces opérations par l'octroi de prêts très importants. En même temps, il a fourni une «aide» militaire telle qu'elle place la Bolivie à la troisième place du continent en chiffres absolus et à la première en chiffres relatifs par tête d'habitant. La restructuration mentionnée est allée de pair avec une reprivatisation partielle du secteur minier traditionnel lui-même et une recombinaison de la grande propriété terrienne (exploitée dans des formes typiquement capitalistes). Nous avons à peine besoin de rappeler que le «renouveau» a été lourdement payé par les masses ouvrières et paysannes dont le niveau de vie a chuté. Mais le succès de Banzer a résidé justement dans le fait d'avoir réussi à imposer une telle surexploitation et à priver les masses de leurs instruments de défense, pendant une période qui, à la mesure de l'instabilité chronique de la Bolivie, apparaît relativement longue.

Faut-il en tirer la conclusion qu'une généralisation du «modèle» brésilien était effectivement possible ?

On peut discuter sur le caractère plus ou moins scientifique du concept de sous-impérialisme. Il est, cependant, incontestable que, surtout à partir d'un certain stade, le fait que le Brésil ait pu trouver des débouchés extérieurs dans les autres pays d'Amérique latine et d'Afrique, pour l'exportation aussi bien de marchandises que de capitaux, a été l'une des conditions de son «miracle» économique. La bourgeoisie argentine a voulu parcourir le même chemin - avec le slogan propagandiste : *Argentina potencia* (*Argentine, puissance*) - surtout à l'époque du régime néopéroniste. Mais la pratique a démontré que, du moins dans un contexte de stagnation économique, il y a difficilement la place pour deux sous-impérialismes en Amérique latine (cf. le conflit entre Brésil et Argentine à propos de l'exploitation de certaines zones de la Bolivie et la concurrence très dure entre les deux pays sur le terrain de l'industrie automobile).

Considérons un deuxième as-

pect. Le type d'accumulation réalisé sous le régime militaire, sur la base d'une réduction étatique des salaires ouvriers a été possible sans effets de boomerang, dans la mesure où au Brésil une grande partie de la population restait hors du cadre du marché capitaliste (1). C'est une réalité qu'ont voulu ignorer ceux qui ont voulu imposer le même modèle au Chili, où il a fait faillite, bien que les conditions politiques fussent à peu près les mêmes (écrasement du mouvement des masses, destruction des partis ouvriers, etc); l'économie chilienne, en effet, tout en étant plus arriérée que celle du Brésil du point de vue du développement de la grande industrie, était plus équilibrée et, dans son ensemble, moins éloignée des économies capitalistes développées. La consommation des masses, non seulement petites-bourgeoises, mais aussi ouvrières, jouait un rôle beaucoup plus important dans le marché national capitaliste. Par conséquent, la chute verticale du pouvoir d'achat des larges masses à la suite des réductions de salaires et du chômage massif qui, jusqu'ici, n'a pas été compensée par l'exploitation d'autres débouchés, a eu des conséquences néfastes pour des secteurs importants de l'industrie et du secteur tertiaire.

Finalement, le modèle brésilien a pu être appliqué avec un relatif succès car son décollage a eu lieu au moment où le boom économique prolongé de l'économie capitaliste mondiale n'était pas encore épuisé. La situation a commencé à s'alourdir surtout à partir du début des années 70 et s'est aggravée à la suite de la récession mondiale de 1974-75. La récession a frappé durement le Brésil lui-même et créé des obstacles supplémentaires pour des pays comme l'Argentine et le Chili. En même temps, elle a brisé l'équilibre précaire des pays qui avaient traversé sans conflits majeurs les quinze années de montée du mouvement des masses (cela vaut notamment pour le Mexique, où la récession a impliqué une chute sérieuse du niveau de vie de larges couches de travailleurs).

5 janvier 1978

(1) - «80 millions de Brésiliens n'ont pas les moyens de devenir des consommateurs». («Le Monde», dossier économique, 1977, La Langueur, p. 81.)

Colombie

Le mouvement ouvrier face aux élections

Le mouvement ouvrier est aujourd'hui le moteur des luttes de classes dans un pays où, depuis plus de trente ans, la force de sa protestation a été ignorée.

Enrique MORALES

Les élections parlementaires et municipales qui viennent de se dérouler le 26 février dernier en Colombie auront principalement permis de désigner le candidat libéral pour les élections présidentielles de juin : Julio Cesar Turbay, qui a largement devancé dans ces «primaires» son rival libéral, l'ancien président Carlos Lleras, a de bonnes chances d'être élu à la tête du pays en juin prochain. Ces élections ont été marquées à nouveau par un très fort pourcentage d'abstentions, de l'ordre de 70% et un faible score des coalitions électorales impulsées par les partis ouvriers qui n'ont recueilli que 5% des suffrages exprimés.

Incontestablement, ces élections n'offrent qu'un reflet profondément déformé de l'évolution des rapports de classes en Colombie. Il est significatif, entre autres, que la campagne des révolutionnaires, derrière la candidature de Socorro Ramirez, ait réuni plus de travailleurs dans les meetings que de bulletins dans les urnes. L'article qui suit, en analysant le développement du mouvement ouvrier à partir des années 20, permet de mieux comprendre la situation réelle en Colombie et d'éclairer nombre de paradoxes.

COLOMBIE LE MOUVEMENT OUVRIER FACE AUX ELECTIONS

□ Sans aucun doute, la caractérisation essentielle du mouvement ouvrier en Colombie tient à ce que sa participation aux luttes sociales s'est faite sous la direction de personnalités, de courants ou de partis bourgeois. Cette absence d'indépendance de la classe ouvrière prend racine dès les années 30 dans le renoncement des syndicats à leur autonomie lors des négociations collectives. C'est de cette époque lointaine que date l'intervention du gouvernement comme arbitre dans les conflits opposant les travailleurs et le patronat. L'Etat concède un pouvoir suffisant au gouvernement pour qu'il fasse accepter ses propositions aux deux parties adverses. Cela a permis à l'époque, en maintes occasions, que les travailleurs aient gain de cause. Mais il s'agit aujourd'hui d'un passé bien révolu.

LA CLASSE OUVRIERE SOUS L'EMPRISE DU NATIONALISME BOURGEOIS

En décembre 1934, une grève secoue l'enclave impérialiste de la *United Fruit Co.*, six ans à peine après la grande grève qui a marqué l'éveil de la classe ouvrière colom-

bienne dans sa lutte contre le capitalisme (1). Lors de ce conflit, le président de la République dépêcha son ministre de la Guerre pour intercéder. Les travailleurs ont obtenu une augmentation de salaires de 50%. Cette politique a marqué pendant des décennies le développement du mouvement syndical en Colombie. En outre, elle ne se limite pas au domaine syndical : elle a une incidence directement politique. En effet, à cette époque, le Parti communiste converti à la politique stalinienne des fronts populaires, devient un fervent avocat de la collaboration de la classe ouvrière avec le parti bourgeois libéral.

Lors de la manifestation du 1er mai 1936, cette politique nouvelle prend pour la première fois toute sa dimension. S'adressant du balcon du palais présidentiel à l'énorme foule rassemblée à son intention par les organisations syndicales, le président libéral réformiste Lopez Pumarejo ne manqua pas de rendre hommage aux staliniens pour leur contribution. Le Parti communiste partageait alors avec le parti libéral le contrôle des organisations syndicales et sociales qu'avait commencé à construire la classe ouvrière. Les historiens libéraux ont d'ailleurs su apprécier avec finesse ce phénomène.

Cette attitude de la classe ouvrière a été, à leurs yeux, certes «bénéfique» pour le pays, mais elle a eu également des conséquences néfastes parce qu'elle a conduit à la «perte d'indépendance du mouvement ouvrier, à son aliénation vis-à-vis du gouvernement et à lier son sort aux avatars d'un parti, le parti libéral, qui n'a évidemment eu aucune hésitation à utiliser ces larges masses comme ingrédients de sa cuisine électorale, et comme masse de manoeuvre de ses multiples opérations tactiques qui ne vont pas au-delà de l'activité de routine» (2).

C'est ainsi que s'est formée tout simplement l'alliance entre la bourgeoisie nationale et la classe ouvrière pour impulser le program-

1) Il s'agit de la fameuse «grève des bananeraies» qui, en 1928, a soulevé pratiquement toute la région de la Cienega au nord de la Colombie. Le gouvernement conservateur, après avoir déclaré l'état de guerre, se lança dans une violente répression : on a évalué à un millier le nombre de tués, sur les 6000 personnes qui s'étaient soulevées aux côtés des travailleurs des plantations. Ce massacre, qui a provoqué une large indignation dans tout le pays a largement contribué à la perte de prestige du parti conservateur qui maintenait son hégémonie sur la vie politique en Colombie depuis la fin du siècle dernier.

2) Dans «Las ideas liberales en Colombia», Gerardo Molina, ed. Tercer Mundo, Bogota, 1977, t.3.

me de développement économique de Lopez Pumarejo. Le mot d'ordre de défense de l'industrie nationale a fait sa première apparition lors de la manifestation du 1er mai 1936 et lors du congrès syndical réuni trois mois plus tard à Medellin : ce congrès a eu une importance considérable en permettant, même de façon fugace, que se réalise l'unité du mouvement ouvrier. C'est là qu'est née la première centrale unique qui a pris peu après le nom de Confédération des travailleurs colombiens (CTC). Lors du congrès syndical de janvier 1938, alors que la classe ouvrière et ses organisations se trouvaient sous les coups violents de la réaction bourgeoise, la thèse de la défense de l'industrie nationale a été adoptée comme un des éléments du programme de la classe ouvrière.

La bourgeoisie libérale qui avait misé dans un premier temps sur cette collaboration pour stabiliser son régime et conduire à l'impasse la mobilisation ouvrière et populaire qui avait eu raison du parti conservateur en 1930, a dû changer de politique. En contre-partie de ce soutien des travailleurs, elle avait dû en effet leur accorder une législation sociale qui, quoique décrétée par en haut, sanctionnait le résultat de nombreuses grèves engagées dans les années 20 et qui se sont poursuivies pendant toute cette période. La formation du Front populaire n'a pas plus permis que le contrôle du parti libéral sur les organisations syndicales de bloquer cette offensive ouvrière. La bourgeoisie libérale s'est alors divisée en deux ailes. Son aile réformiste voulait étendre son contrôle sur le mouvement syndical en l'engageant sur le terrain politique. Par contre, l'aile conservatrice du parti libéral prétendait confiner les syndicats dans une activité strictement corporatiste. Il n'y avait évidemment pas de désaccord entre ces deux secteurs quant à la nécessité de maintenir le mouvement syndical sous l'emprise de l'État. Ils différaient seulement sur le choix des moyens pour y parvenir.

LA POLITIQUE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE DU PC

Le mouvement ouvrier est donc privé de toute indépendance de classe, dans ses organisations comme dans son action, lorsqu'éclate la crise politique et révolutionnaire de 1948. La défaite que subit alors l'avant-garde ouvrière du fait de la politique stalinienne ne fait qu'accentuer cette caractéristique du mouvement ouvrier colombien : l'absence d'un parti ouvrier de masse tel qu'il en existe dans d'autres pays du continent.

Cette défaite se produit dans un contexte particulier. Tandis que la bourgeoisie libérale met en doute l'opportunité d'une politique de réformes, le parti conservateur en pleine évolution vers des positions clairement bonapartistes et, pour certains, ouvertement fascistes, se lance à « l'action directe ». Des bandes para-militaires engagent une répression sélective systématique contre des dirigeants de l'aile populiste du parti libéral et contre les communistes. Dès 1946, en fait, la bourgeoisie libérale non seulement abandonne son programme de réformes mais, effrayée par la mobilisation ouvrière et populaire, vire ouvertement dans le camp de la réaction bonapartiste.

La bourgeoisie libérale dans son ensemble se retrouve alors d'accord avec la réaction conservatrice pour barrer la route à Jorge Eliecer Gaitan qui a réussi à gagner la majorité du parti libéral et dont la victoire aux élections présidentielles de 1950 apparaît inévitable. Dans cette situation, le Parti communiste soutient l'aile droite du parti libéral contre Gaitan. Déjà, lors des élections en 1946, il avait soutenu contre Gaitan le candidat de la bourgeoisie libérale réactionnaire, Gabriel Turbay.

Cette division du parti libéral permet la victoire du parti conservateur qui, au gouvernement, intensifie la répression contre l'avant-garde

ouvrière et populaire, en particulier dans la paysannerie. Cette politique suicidaire des staliniens leur a valu d'être rejetés par les masses qui soutenaient Gaitan, par l'ensemble des organisations syndicales contrôlées par les libéraux et par nombre de celles contrôlées par le PC lui-même. La classe ouvrière, renforcée ainsi dans ses illusions populistes, reste désemparée quand ce mouvement populiste s'effondre. Elle n'apporte alors qu'un soutien très faible à la guérilla paysanne de masse qui se développe après le 9 avril 1948. L'assassinat de Gaitan qu'elle ne sait comment venger consume ses dernières forces (3).

LA GUERILLA PAYSANNE FAIT OBSTACLE AU DEFERLEMENT DE LA CONTRE-REVOLUTION

Le soulèvement de Bogota marque le point culminant du phénomène du « gaitanisme », mais précipite aussi sa fin. Le droite reprend le contrôle du parti libéral. Les dernières tentatives de luttes de masse sont paralysées par en haut. La bourgeoisie libérale redoutait davantage ces mobilisations que le semi-fascisme incontrôlé du gouvernement de Laureano Gomez, qui frappe même certains dirigeants de la droite libérale.

Secouée par les luttes de masse, la République bourgeoise ne pouvait plus se maintenir dans le cadre du nationalisme bourgeois, même sous la forme prudente qu'il revêt en Colombie. Il fallait un changement de régime politique qui réalise ce que n'avait pu accomplir la « réaction démocratique » des années 30. Dans le moule de la société capitaliste, toute transition politique, en divisant la bourgeoisie, ouvre une brèche au mouvement de masse. En Colombie, la division de la bourgeoisie entre libéraux et conservateurs, entre bonapartistes et semi-fascistes, a provoqué une guerre civile opposant libéraux et conservateurs. Elle a provoqué à son tour une révolte paysanne. Par le coup

3) Le 9 avril, Jorge Eliecer Gaitan était assassiné à la sortie de son bureau dans les rues de Bogota. Ce crime a provoqué un soulèvement populaire de ses partisans et le palais présidentiel a failli tomber aux mains des insurgés. En trois jours, la capitale a été pratiquement détruite et mise à sac et des milliers de cadavres jonchaient les rues. Le reste du pays a connu des affrontements comparables, et dans certaines villes des Comités révolutionnaires se sont formés, arborant le drapeau rouge frappé de la faucille et du marteau. Pour venir à bout de cette insurrection populaire, le gouvernement dut recourir aux troupes régulières stationnées en province car, lors de ces magnifiques journées, des détachements entiers de la Police nationale avaient pris fait et cause pour les insurgés.

d'Etat préventif du 13 juin 1953, Rojas Pinilla vient à bout, à la table des négociations, d'une mobilisation que l'armée n'avait pu réduire sur le champ de bataille. Cette défaite du mouvement ouvrier et paysan met fin à la première période des luttes politiques et sociales contemporaines en Colombie.

Une nouvelle période s'ouvre avec la formation du gouvernement de Front national, et la naissance d'un régime caractérisé par les socialistes révolutionnaires comme un régime démocratique bourgeois empreint d'un bonapartisme réactionnaire (4). Le développement d'une guérilla paysanne de masse a empêché la classe dirigeante colombienne de recourir à une solution à la Pinochet; mais sa défaite a permis que s'instaure pour seize ans ce régime antidémocratique du Front national.

La renaissance du mouvement ouvrier s'est faite lentement. Elle a été précédée de luttes étudiantes assez radicales et de nouvelles luttes des paysans pour la terre. Les unes comme les autres ont souffert d'un manque de centralisation et n'ont pas permis de renforcer l'organisation de ces secteurs sociaux. Cette situation s'est aggravée dans le cas de la paysannerie par la répression à laquelle s'est livré le gouvernement sous le prétexte d'un essor du banditisme social qui s'est développé après la défaite de la guérilla paysanne. Les secteurs de la paysannerie qui avaient conservé leurs organisations armées d'auto-défense et certaines formes de démocratie directe ont subi en permanence des expéditions punitives de l'armée. Tel fut le cas des expéditions contre les « Républiques indépendantes » de Marquetalia et Guayabero.

La résistance de la paysannerie face à la violence officielle a conduit à la création des Forces armées révolutionnaires (FAR) dont les principaux dirigeants sont membres du Comité central du Parti communiste. De leur côté, le courant castro-triste et le courant maoïste organisent

depuis une dizaine d'années des colonnes de guérilla en s'appuyant sur certaines luttes marginales de la paysannerie dans des contrées montagneuses du pays. Mais ni l'Armée de libération nationale (ELN), ni l'Armée populaire de libération (ELP) n'ont réussi à s'intégrer vraiment à ces luttes. L'EPL est pratiquement en extinction à présent, à l'image du courant maoïste dans son ensemble.

Face au Front national, le mouvement ouvrier est non seulement désarmé idéologiquement et politiquement, mais également divisé sur le plan syndical. Outre la CTC, s'est créée l'Union des travailleurs de Colombie (UTC), syndicat dont l'inspiration confessionnelle est patente. Créé sous le gouvernement conservateur d'Ospina Perez en 1946, ce syndicat est une émanation de l'Eglise et du parti conservateur. C'est aujourd'hui le syndicat le plus puissant. En outre, vers la même époque, une scission au sein de la CTC, provoquée par l'expulsion des militants communistes à l'initiative des libéraux et du gouvernement, a donné naissance à la Confédération syndicale des travailleurs de Colombie (CSTC). Il faut mentionner en outre le courant anarcho-syndicaliste d'inspiration maoïste et certains secteurs centristes qui rejettent les trois organisations syndicales de façon sectaire et constituent ce qu'on appelle le syndicalisme indépendant. A ce jour, ces secteurs ne sont pas organisés nationalement.

LE RENOUVEAU DES LUTTES OUVRIERES ET L'EVOLUTION VERS L'ETAT «FORT»

Tandis que la nouvelle gauche qui apparaît dans le sillage de la révolution cubaine et se développe avec les luttes étudiantes des années 60 s'isole en s'engageant seule dans la lutte contre l'Etat, en dehors des luttes réelles des masses, le PC se consacre patiemment à l'organisation des militants syndicaux d'avant-

garde dans la CSTC, tout en continuant à offrir ses bons services au nationalisme bourgeois. Sous le Front national où il est réduit à la clandestinité, il s'accroche au wagon du Mouvement révolutionnaire libéral (MRL), une scission du parti libéral. Ce mouvement, dirigé par l'actuel président de la République, Lopez Michelsen, a représenté pendant toute une période l'opposition «démocratique» au Front national, en s'appuyant sur le mécontentement populaire, avant de rejoindre les rangs du parti libéral officiel et le gouvernement. Lorsque s'éteint l'étoile du MRL, le PC change de politique en se tournant vers l'Alliance nationale populaire (ANAPO). Ce mouvement qui se réclame d'un populisme de droite a réussi à regrouper en quelques années l'opposition au sein du parti libéral et l'aile sectaire du parti conservateur. Il a réussi à battre aux élections le candidat officiel du Front national, le conservateur Pastrana Borrero. La trahison de son principal dirigeant, l'ancien dictateur Rojas Pinilla, et la violente répression du gouvernement ont freiné la mobilisation spontanée des masses dans des manifestations tumultueuses le 19 avril 1976 pour défendre la victoire électorale de l'ANAPO que le gouvernement refusait de reconnaître.

La dénonçant comme fasciste, tout comme il l'avait fait pour Gaitan, le PC a refusé toute politique d'unité d'action avec cette force qui avait une large base de masse, et s'est isolé d'elle. Aujourd'hui qu'elle n'est plus qu'une force résiduelle, divisée, en voie d'extinction, il scelle des pactes électoraux par en haut avec certains de ces secteurs marginaux et préfère soutenir la candidature d'un dirigeant sans prestige de l'ANAPO plutôt que de présenter un de ses propres dirigeants ouvriers reconnus, comme l'avaient proposé au départ les socialistes révolutionnaires.

Quoique le PC persiste dans sa politique, en recherchant des patrons progressistes et de bonne volonté pour leur proposer une allian-

4) Le Front national est un accord sur un système de gouvernement, largement approuvé lors d'un plébiscite national en 1958, qui a fait suite à la destitution du dictateur Rojas Pinilla par une grève générale le 10 mai 1958 organisée en commun par les libéraux et les conservateurs pour mettre fin à la dictature militaire bonapartiste qui mettait en danger le bipartisme. Cet accord stipulait l'alternance au pouvoir tous les quatre ans, et pour une période de seize ans, du parti libéral et du parti conservateur et le partage égalitaire entre les deux partis des postes officiels dans l'administration publique. Cet accord a pris fin en 1974 au terme du gouvernement conservateur de Pastrana Borrero.

ce contre les patrons impérialistes et leurs serviteurs dans le pays; quoique cela mette de larges secteurs du mouvement ouvrier au service de cette politique; et quoique les deux partis bourgeois gardent le contrôle de larges secteurs de la population, les faits sont têtus. La sur-exploitation barbare qu'ont subie les travailleurs pendant toute la période du Front national et sous le dernier gouvernement qui mettait fin à ce système de pouvoir, avec une chute de 60% du salaire réel, commence à donner des fruits. L'exploitation engendre la rébellion, et l'oppression la résistance. Un large secteur des travailleurs s'écarte du système libéral-conservateur mais reste dans l'expectative et refuse de rejoindre un des partis ouvriers existants.

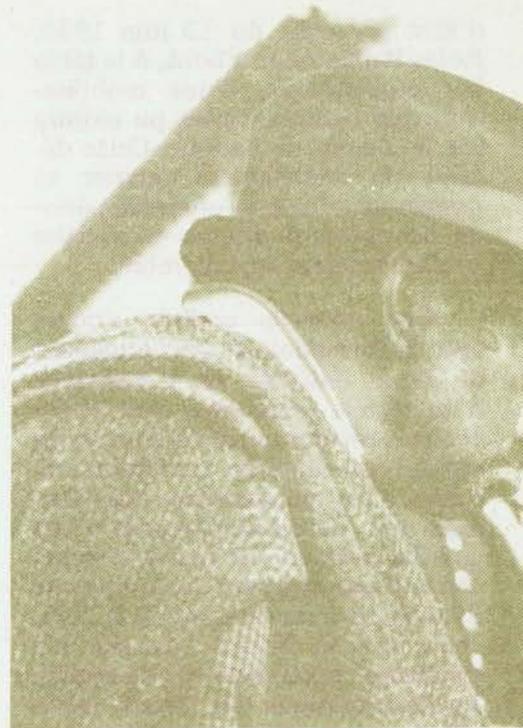
L'essentiel de l'avant-garde se tourne vers le socialisme mais elle est captée par le PC et dans une moindre mesure par le Mouvement ouvrier indépendant et révolutionnaire (MOIR), une organisation maoïste. Un secteur commence à rompre avec le centrisme, les différentes variantes du maoïsme radical, et se tourne vers la Quatrième internationale.

Les résultats des récentes élections indiquent d'une certaine façon cette évolution. Le nombre des abstentions le 26 février atteint le taux élevé de 72%. Les candidats de gauche ont recueilli 5% des suffrages exprimés (5). A cette occasion, comme il y a deux ans, les socialistes révolutionnaires ont battu la campagne pour s'adresser aux masses face aux différentes variantes de type front populaire et aux deux partis bourgeois. Cette campagne s'est développée dans une situation très particulière, en pleine remontée du mouvement ouvrier qui, en moins de quatre années de grèves continues et malgré sa division, a été le protagoniste de la grève civique nationale du 14 septembre der-

nier et a transformé ainsi qualitativement comme quantitativement le panorama de la lutte des classes dans le pays. Il s'agit d'une remontée lente mais soutenue, qui a gagné l'ensemble des secteurs populaires (6). Aujourd'hui, comme disent les slogans, «l'heure du mouvement ouvrier a sonné».

Il est aujourd'hui le moteur des luttes de classes dans un pays où, depuis plus de trente ans, la force de sa protestation a été ignorée. Cela se répercute au sein de la bourgeoisie. La crise du bipartisme, d'un phénomène tendanciel devient une réalité quotidienne. Nombre de politiciens bourgeois discutent de la nécessité de revigorer le parti libéral en l'engageant dans une voie social-démocrate. La main-mise de l'oligarchie libérale-conservatrice sur le pouvoir politique connaît ses premières fissures.

Deux candidats du parti libéral s'affrontent à ces élections : Lleras Restrepo représente les intérêts de la vieille bourgeoisie libérale, et Turbay Ayala ceux d'une nouvelle bourgeoisie naissante qui se nourrit des contrats de l'Etat, de la contrebande, de la spéculation financière et commerciale, etc. Il reçoit aussi l'appui d'une multitude de secteurs intermédiaires de la bureaucratie politique dont les privilèges sociaux et économiques entrent en conflit avec le cercle fermé de la bourgeoisie traditionnelle et de la nouvelle technocratie. On assiste en outre à un essor du secteur agricole d'exportation et à une crise des secteurs de l'industrie traditionnelle travaillant pour le marché intérieur. De toutes façons, le problème des candidats qui se réclament du bipartisme, consiste à présenter une solution d'ensemble qui ménage les intérêts des anciens comme des nouveaux riches, des caciques politiques comme des technocrates.



Si la grève civique nationale du 14 septembre sanctionne le renouveau des luttes ouvrières et populaires, la mobilisation du 18 novembre a ouvert une nouvelle phase de ce processus. Elle s'est faite sous la direction unifiée des centrales syndicales, l'acquis le plus important de la grève civique nationale : les deux bureaucraties patronales à la tête de la CTC et de l'UTC, sous la pression de leur base, ont passé un accord avec le syndicat communiste et le syndicat démocrate-chrétien, pour appeler à une grève qui a revêtu certains caractères d'une grève générale. Les grèves se succèdent; certaines durent depuis plus d'un mois (7). La coordination des quatre centrales syndicales présente un cahier de revendications commun qui inclut notamment une augmentation de salaire de 60%. Si le patronat et le gouvernement ne leur donnent pas satisfaction, les travailleurs descendront dans la rue.

L'inflation poursuit sa courbe ascendante : elle a atteint 30% l'année dernière, selon les statistiques

5) Les résultats qui ont été rendus publics sont les suivants : sur 12 500 000 inscrits, il y a eu 3 700 000 votants; le parti libéral a recueilli 2 000 000 de votes pour ses trois candidats contre 1 500 000 au parti conservateur : les trois listes de gauche (UNO, FUP et UNIOS) ont recueilli 175 000 voix, soit environ 5% seulement des suffrages exprimés. Lors de ces élections les électeurs étaient conviés à voter pour des listes bloquées présentées par les différents partis ou coalitions. Quatre élections se déroulaient en fait simultanément : l'élection du Sénat, du Parlement, des conseils départementaux et des conseils municipaux. Ces élections ont également pris le sens de «primaires» au sein du parti libéral.

6) cf. «Inprecor» numéro 17 : «Après la grève générale, une nouvelle période s'ouvre : base d'accord politique entre la LCR et le PST».

7) C'est le cas notamment de l'entreprise Carton de Colombie, un trust nord-américain qui emploie 3000 ouvriers. Quoique la législation du travail en Colombie interdise la grève au-delà de 40 jours, ces dernières années certaines grèves ont duré jusqu'à deux et trois mois, ou même quatre mois comme la fameuse grève de Rio Paila l'année dernière.



officielles, malgré les assurances successives du gouvernement qu'elle serait contrôlée. Quant au gouvernement actuel, cinq ministres se sont succédés au portefeuille des finances sans pouvoir résoudre le problème de l'inflation, d'autant plus dramatique que la Colombie connaît les plus fortes inégalités sociales de toute l'Amérique latine. La classe dominante prend ses précautions pour prévenir une explosion populaire. Le président Lopez Michelsen l'a dit et confirmé : dans dix ans, les frontières entre le parti libéral et le parti conservateur seront totalement effacées et la lutte ne les opposera plus, mais mettra aux prises un parti national et les forces de la gauche révolutionnaire.

Toute une législation répressive d'urgence a vu le jour ces dernières années et s'est inscrite dans la constitution. En outre, la répression sanglante se poursuit et frappe les dirigeants révolutionnaires et populaires : une soixantaine de conseillers municipaux du PC ont ainsi été assassinés l'an dernier dans différentes régions du pays. A la lutte encore embryonnaire et dispersée des masses populaires, la bourgeoisie et son gouvernement répondent par une répression sélective systématique. A une occupation des terres, à une manifestation, à une grève, les gouvernements successifs ont répondu en accord avec la maxime biblique : oeil pour oeil, dent pour dent. Dans le cadre de cette évolu-

tion de l'Etat, le gouvernement prépare des élections pour une Assemblée constituante formée de notables des deux partis traditionnels afin de procéder à une réforme constitutionnelle touchant le système judiciaire et l'administration publique.

Il s'agit en fait d'une offensive ouverte contre les libertés démocratiques et les droits du mouvement ouvrier et de ses organisations. Cette réforme vise à doter l'Etat d'institutions mieux adaptées aux vents nouveaux de rébellion et de révolte qui soufflent sur la Colombie. Les socialistes révolutionnaires non seulement ont condamné ce projet et appelé le mouvement ouvrier et populaire à s'unir pour y faire échec, mais ils se sont également saisis de cette situation pour engager la lutte pour une Constituante démocratique et populaire qui accomplisse vraiment une réforme en faveur des plus larges masses.

On entend souvent dire qu'en Colombie la bourgeoisie ne connaît de véritable activité politique qu'à l'occasion de chaque élection. C'est en partie vrai, plus particulièrement à l'occasion des élections actuelles où le gouvernement est frappé de discrédit croissant et où se renforce le courant abstentionniste. Depuis un an déjà les partis traditionnels ont eu recours à un énorme appareil pour mobiliser les électeurs. Dans cette situation, un secteur de la gauche a décidé de faire front sur le terrain électoral. Un autre secteur, plus tenté par la politique de l'autruche, s'enfouit la tête dans le sable pour affirmer qu'il ne se passe rien. Il fait de l'abstention un principe et rejette la participation aux élections qui renforcerait l'emprise de la classe dominante sur le prolétariat. C'est malheureusement la position défendue par un des courants socialistes révolutionnaires. Ce dernier secteur ajoute en outre que dans les conditions politiques concrètes de la Colombie d'aujourd'hui, il n'est pas opportun de participer aux élections, car il y a d'autres tâches plus importantes qui réclament l'énergie des révolutionnaires.

Comment les forces de gauche s'engagent-elles dans la bataille des élections ? Pour le comprendre, il faut revenir quelques années en arrière.

LES CANDIDATURES OUVRIÈRES ET SOCIALISTES : LA LUTTE DES SOCIALISTES RÉVOLUTIONNAIRES POUR L'INDEPENDANCE POLITIQUE DU PROLETARIAT

Le 22 septembre 1972, le PC signait un accord électoral avec le Mouvement ample colombien (MAC) - une scission de l'ANAPO -, avec un groupe qui se dit démocrate-chrétien, et ultérieurement avec les maoïstes du MOIR; cette alliance s'est regroupée derrière le sigle pompeux de l'Union nationale d'opposition (UNO). Elle a adopté un programme minimum de tonalité anti-impérialiste, visant à lever les «obstacles» à un plein développement du capitalisme colombien. Caricature de l'Unité populaire chilienne, cette coalition a présenté comme candidat aux présidentielles un vieux parlementaire libéral qui, écarté de ce parti, avait rejoint l'ANAPO. Quelques mois à peine après ces élections, ce personnage, Herman Echeverria Mejia, alors sénateur, a rejoint avec cinq autres parlementaires les rangs des libéraux qu'ils avaient quittés.

Deux ans plus tard, une organisation socialiste révolutionnaire encore jeune, le Bloc socialiste (aujourd'hui Parti socialiste des travailleurs de Colombie) s'est élevée contre cette vieille politique stalinienne, a appelé les travailleurs à participer aux élections en toute indépendance et a défendu la politique des candidatures ouvrières et socialistes. Elle a démontré ainsi, en s'appuyant sur l'analyse de la situation politique nationale, que les plus graves échecs subis par les travailleurs en lutte tenaient à leur absence d'indépendance politique face au parti libéral ou à tout autre secteur de la bourgeoisie; et qu'il n'était donc pas possible de parler de socialisme, et encore moins de révolution, tant que l'avant-garde ouvrière en Colombie n'aurait pas atteint sa majorité politique, c'est-à-dire ne serait pas capable, quelles que

soient ses formes de lutte, de garder son indépendance vis-à-vis du patron, aussi progressiste soit-il. Le PC se voyait pour la première fois contesté et dénoncé pour sa politique criminelle dans le cadre d'une campagne active : lors des élections de l'été 76, les listes pour les conseils municipaux, constituées par des militants socialistes et des dirigeants ouvriers, paysans et étudiants reconnus pour leur rôle dans les luttes

s'opposèrent à celles de l'UNO, impulsées par le PC. Elles ne recueillirent que 3000 voix dans tout le pays, soit 1% à peine de celles de l'UNO. Mais il s'agissait de voix pour des dirigeants de grèves, de manifestations, d'occupations de terres et non pour ceux qui, derrière un langage gauche, soutenaient en fait ceux qui avaient combattu ces mêmes luttes.



Manifestation du PC colombien.

Ces élections se sont poursuivies avec la consultation du 26 février et se termineront avec les élections présidentielles de juin. Certain que les staliniens et leur variante maoste du MOIR confirmeraient à cette occasion leur politique de front populaire, en présentant un autre Echeverry Mejia d'occasion, et compte-tenu que le PC est le parti ouvrier majoritaire dans le pays, le Parti socialiste des travailleurs (organisation sympathisante de la Quatrième internationale) a proposé l'unité de toutes les forces politiques qui se réclament de la classe ouvrière derrière la candidature de Pastor Perez, président de la CSTC et militant du PC. Le PC a préféré reconduire une coalition de front populaire, l'UNO, tandis que le MOIR faisait de même de son côté à ses risques et périls en créant le Front d'unité populaire (FUP). Chacune de ces coalitions a rejeté la candidature de Pastor Perez, et a présenté la candidature de figures éteintes de l'ANAPO, Julio Cesar Pernia pour l'UNO et Jaime Piedrahita Cardona (membre par alliance de la haute oligarchie colombienne) pour le FUP, en rejetant ainsi la candidature de Pastor Perez.

De son côté le PST a alors appelé la Ligue communiste révolutionnaire (autre organisation sympathisante de la Quatrième internationale en Colombie) et deux autres organisations centristes, l'Union révolutionnaire socialiste (URS) et l'Organisation communiste rupture (OCR) à s'unir derrière la candidature de la camarade Socorro Ramirez, secrétaire générale de la Fédération des enseignants colombiens (FECODE) et militante socialiste et internationaliste. Cet accord a donné naissance à l'Union ouvrière et socialiste (UNIOS).

Ces candidatures ont soulevé l'enthousiasme dans tout le pays. Plus de mille pré-candidats ouvriers ont fait connaître leur candidature et les comités de soutien à la candidature de Socorro Ramirez se sont multipliés dans tout le pays. Dans ses meetings, plus de 60 000 personnes en tout sont venues écouter ses interventions. Le succès remporté par cette campagne s'explique par plusieurs raisons. D'abord, Socorro Ramirez est une dirigeante de masse reconnue dans

le milieu enseignant, un des secteurs les plus combatifs parmi les travailleurs colombiens. Ensuite, les deux organisations sympathisantes de la Quatrième internationale, encore relativement jeunes il est vrai, ont pris l'initiative de démontrer aux ouvriers et à tous les exploités que la politique n'est pas réservée à l'usage exclusif des «docteurs», mais peut être exercée par eux directement car eux seuls ont entre leurs mains la solution de leurs problèmes. De plus, la confiance que ces candidatures ont redonnée aux travailleurs a fait naître des énergies qui dormaient depuis fort longtemps. Enfin, il s'agit d'une proposition honnête dans ces élections, qui ne promet pas l'impossible mais offre aux travailleurs une perspective de lutte : le programme du socialisme révolutionnaire. Les comités de soutien qui sont apparus pendant la campagne ont d'abord été centralisés dans des conventions régionales, puis dans la grande convention nationale qui s'est tenue en décembre dernier. Ils illustrent la possibilité d'impulser des formes de démocratie directe dans des situations très variées.

La camarade Socorro Ramirez s'est exprimée très clairement à ce sujet lors d'une récente intervention : *«Il s'agit, par cette campagne, de s'adresser à tous les travailleurs déçus afin que leur refus se transforme en une solution de rechange pour leur propre classe. Il s'agit de faire de notre vote un instrument de protestation, en sachant bien que les municipalités ne seront pas capables de résoudre les problèmes des travailleurs. C'est un appel à ne compter que sur la force des exploités pour créer un grand courant socialiste et révolutionnaire au sein de la classe ouvrière. Pour s'assurer que seront choisis les véritables dirigeants ouvriers, les dirigeants des grèves, des travailleurs et des militants socialistes, il faut poursuivre dans la voie que nous avons choisie. Nous n'avons que faire des accords au sommet sur le dos des travailleurs, et des tractations diplomatiques secrètes. Voilà pourquoi, dès le début, notre parti s'est efforcé d'impulser des assemblées où soient démocratiquement désignés comme candidats les dirigeants reconnus par les travailleurs, ce qui s'est effectivement produit.»*

En conclusion, pour les socialistes révolutionnaires, la campagne électorale n'a pas mis au second plan la mobilisation directe des masses. La tribune électorale a servi à dénoncer la situation et les problèmes concrets des travailleurs, et à soutenir les grèves et les conflits en cours. De la General Electric à Bogota aux Cartons de Colombie à Cali, Socorro Ramirez a fait infatigablement le tour des travailleurs en lutte aux quatre coins du pays.

**«LUTTONS POUR
UNE COLOMBIE SOCIALISTE !»**

**Plate-forme de l'Union ouvrière et
socialiste (UNIOS)**

**1 - Derrière le drapeau de l'unité
des quatre centrales syndicales.**

Les candidats ouvriers et socialistes se battent pour la mobilisation unitaire des ouvriers et de l'ensemble de la population en défense de la plate-forme unifiée des quatre centrales syndicales qui contient des revendications essentielles telles que : plate-forme unifiée des quatre centrales syndicales qui contient des revendications essentielles telles que : augmentation générale des salaires de 50%; blocage des prix assuré sous le contrôle des travailleurs; journée de 8 heures pour tous sans exception; levée de l'état de siège et restauration de toutes les libertés politiques et syndicales; abolition de toute restriction aux libertés syndicales, à la négociation de conventions collectives et au droit de grève; solidarité active avec les travailleurs en lutte. Nous ajoutons à ces revendications celles de l'échelle mobile des salaires, du renforcement du Conseil syndical national en toute indépendance vis-à-vis de l'État et des partis libéral et conservateur, qui impulse des plates-formes revendicatives unifiées, qui organise la solidarité avec tous les secteurs en lutte et qui s'adresse au syndicalisme autonome pour donner naissance à la Centrale unique des travailleurs.

**2 - Pour de meilleures conditions
de vie, de travail, de logement,
d'hygiène et d'enseignement.**

Les misérables conditions de vie de l'immense majorité du peuple colombien importent peu au régime capitaliste qui concentre toutes ses énergies dans l'exploitation des travailleurs. Nous appelons à la lutte pour le droit au travail, pour une allocation minimum pour les chômeurs. Pour un plan de constructions massives de logements populaires, dont le loyer ne dépasse pas 10% des revenus familiaux. Pour l'élimination du monopole de la propriété de terrains et d'immeubles urbains. En ce qui concerne la santé, nous luttons pour mettre fin aux entreprises privées qui exploitent la santé du peuple, pour la nationalisation des trusts pharmaceutiques et la dénonciation des subsides coloniaux qu'empochent les firmes impérialistes. Que l'Institut colombien de sécurité sociale couvre toute la population et soit contrôlé par les travailleurs. Nous sommes pour l'élaboration d'une réforme de l'enseignement qui prenne en compte les intérêts des enseignants; des étudiants et des employés de l'université, pour assurer la gestion démocratique des universités. Pour la nationalisation de l'enseignement, la fin de l'analphabétisme et l'assurance d'un enseignement gratuit et obligatoire pour tous les enfants et les adolescents.

**3 - Contre le régime bourgeois, ses
partis libéral et conservateur et contre
la Constitutante réactionnaire.**

Quoique le régime libéral-conservateur prétende être la plus haute expression de la démocratie, en vérité, son caractère répressif, antidémocratique et antipopulaire apparaît de plus en plus ouvertement. Nous luttons contre toutes les mesures répressives et pro-impérialistes du gouvernement de Lopez et de tous les gouvernements de la bourgeoisie et de ses partis. Nous sommes contre la militarisation des campagnes et des villes, contre les tentatives de perpétuer le monopole bipartiste par des mesures telles que la réforme électorale ou la législation concernant les partis, et contre le projet de la «petite Constituante».

Nous sommes pour une Assemblée nationale véritablement démocratique et au service du peuple travailleur. Pour l'abrogation de toute législation répressive, afin de lever toute restriction aussi minime soit-elle aux droits d'organisation, de manifestation et d'expression; pour la dissolution des appareils de répression, l'élimination des tribunaux militaires et pour la reconnaissance des pleins droits politiques et d'organisation pour les soldats, pour qu'ils élisent et puissent révoquer leurs officiers.

4 - Pour la terre aux paysans et pour l'alliance ouvriers-paysans

L'immense majorité de la paysannerie vit dans la misère, dépossédée des meilleures terres qui restent le monopole d'une poignée de propriétaires terriens qui n'ont pas hésité à recourir à des bandes para-militaires pour expulser des paysans par la violence. Nous sommes pour l'alliance ouvriers-paysans qui soutienne fermement les revendications de la petite paysannerie pauvre. Nous luttons pour l'attribution de terres aux paysans pauvres, pour l'élimination des fermages, des dettes et de toutes les charges qui pèsent sur eux. Pour le renforcement de leurs organisations et le soutien à leur auto-défense face aux agressions des forces armées et des propriétaires terriens. Pour la mobilisation unitaire de la paysannerie pauvre et des organisations indépendantes du prolétariat agricole.

5 - Pour la libération des femmes et pour les droits des Indigènes et des Noirs.

Nous sommes contre toute discrimination et toute oppression des femmes; pour l'égalité de chances, des crèches contrôlées par les travailleurs. Pour la rupture du concordat, pour l'instauration de la gratuité du divorce et son automaticité à la demande de l'un des deux conjoints. Soins médicaux gratuits et de qualité pour les femmes qui désirent avorter.

Nous soutenons les minorités indigènes dans la lutte pour leur autonomie administrative, pour le respect de leurs institutions et de leurs coutumes, pour la rétrocession des

«resguardos» (réserves). Nous soutenons les Noirs et les Mulâtres dans leur lutte contre la discrimination raciale et sociale et pour s'organiser de façon autonome en rompant avec les partis libéral et conservateur.

6 - Nous luttons pour une Colombie libérée de la domination impérialiste.

De longues années de colonisation économique et politique ont forgé de multiples chaînes qui nous lient à l'impérialisme nord-américain. Candidats ouvriers et socialistes, nous luttons pour que cette situation d'oppression et d'exploitation prenne fin et que la Colombie soit un pays pleinement indépendant et libre. Nous sommes donc pour la rupture immédiate de tous les pactes militaires, économiques, politiques et culturels, pour l'expulsion de toutes ses «missions» et de toutes ses agences militaires, d'espionnage ou culturelles; contre le pillage de nos ressources naturelles; pour la non-reconnaissance de la dette extérieure et la nationalisation de toutes les entreprises du capital impérialiste.

7 - Pour la nationalisation des entreprises-clés et la réorganisation de l'économie sur la base d'un plan ouvrier et populaire.

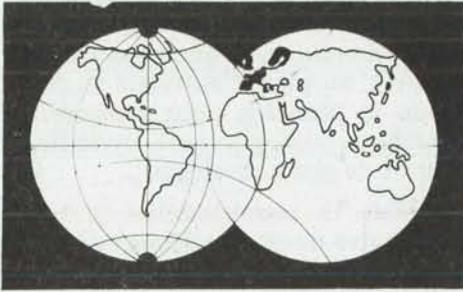
En Colombie, la domination impérialiste et l'exploitation capitaliste sont des faits indissolublement unis. Une minorité de patrons vit sur le dos de millions de travailleurs au prix de toute une série de calamités. Pour commencer à résoudre cette situation, nous demandons que soient nationalisés sous contrôle ouvrier les dix grands groupes financiers du pays (Santo-Domingo, Suramerica, Ardila Lulle, Cafetero, Gran burguesia del Valle, City Bank, Rockefeller et Morgan) qui contrôlent l'industrie, la banque et le commerce d'exportation; que soient nationalisées les entreprises-clés; que soit créée une banque d'État unique et que soit élaboré un plan économique ouvrier et populaire qui soit appliqué par un gouvernement des travailleurs.

8 - Pour une politique internationaliste.

Nous défendons une politique internationale au service de la lutte anti-impérialiste et de la révolution latino-américaine et mondiale. Nous sommes pour l'unification de l'Amérique latine au sein d'une Fédération de républiques socialistes qui prenne corps à travers la fédération avec Cuba socialiste. Nous sommes pour que la Colombie quitte l'Organisation des États américains (OEA) et pour la dissolution de cet organisme. Nous soutenons les luttes pour la libération nationale et pour le socialisme qui se développent dans le monde entier. Nous soutenons inconditionnellement Cuba, L'URSS, la Chine et les autres États ouvriers face à toute attaque impérialiste. Nous sommes pour la mobilisation des travailleurs dans les États ouvriers pour instaurer une véritable démocratie prolétarienne. Nous défendons le droit des nations à leur souveraineté et leur pleine autodétermination. Nous appelons à la solidarité active avec le peuple panaméen dans sa lutte pour la restitution immédiate du canal, sans ingérence militaire, sans bases yankees et en toute souveraineté.

9 - Nous luttons pour une Colombie socialiste.

La seule façon d'aboutir à des transformations fondamentales de la société qui répondent aux intérêts des 25 millions de travailleurs salariés, opprimés et exploités de Colombie, c'est par la mobilisation révolutionnaires des masses qui arrache leur pouvoir politique aux exploités et instaure un gouvernement des travailleurs qui fasse de la Colombie une république socialiste. Nous luttons pour un gouvernement des ouvriers et des paysans pauvres qui s'appuie sur les assemblées et les comités ouvriers et populaires, sur les organisations syndicales, sur les comités de paysans, les comités de *pobladores*, de soldats. Seul un tel gouvernement pourra accomplir le programme défini dans cette plate-forme.



Espagne

Premières leçons des élections syndicales

Les deux grandes centrales CO et UGT ont polarisé les votes des travailleurs. Dans l'état actuel des données, il semble que les Commissions ouvrières l'emportent surtout dans les zones industrielles, sauf au Pays basque et l'UGT dans des secteurs plus retardataires.

Michel ROVERE

□ Alors que les élections syndicales dans l'Etat espagnol ont déjà eu lieu dans plus d'un tiers des entreprises concernées et que les résultats définitifs semblent ne pas devoir différer beaucoup des résultats partiels déjà accumulés, trois grandes leçons s'imposent à l'analyse de ce scrutin :

- Ces élections marquent la victoire écrasante des syndicats de classe.

- Elles confirment la bipolarisation entre les deux grandes centrales, les Commissions ouvrières (CO) dominées par le PC et l'Union générale des travailleurs (UGT) dirigée par le PSOE, au détriment des autres petits syndicats.

- Enfin, ces élections qui placent les Commissions ouvrières largement en tête devant l'UGT, marquent l'échec de la direction socialiste dans sa tentative de prolonger sur le terrain syndical l'écrasante victoire électorale obtenue sur le PCE lors des élections législatives du 15 juin 1977 et dans lesquelles le rapport de forces fut de 1 à 3 en faveur des socialistes.

UN DEGRE ELEVE DE CONSCIENCE DE CLASSE

A la date du 25 février, sur les 99 000 délégués élus et recensés, les CO, l'UGT, l'Union syndicale ouvrière (USO, proche de la CFDT au début des années 70), le Syndicat unitaire (SU, maoïste, dirigé par l'Organisation révolutionnaire des travailleurs) et la Confédération des syndicats unitaires des travailleurs

(CSUT, maoïste, dirigée par le Parti du travail), totalisaient plus de 66 000 élus (1), soit une proportion des deux tiers pour les syndicats de classe. Au bout de 40 ans de franquisme et de «verticalisme» syndical corporatiste, voilà qui démontre le degré de conscience de l'immense majorité de la classe ouvrière espagnole. Malgré les moyens matériels et humains à leur disposition, les ressources de l'ex-CNS et l'appui d'une partie de la coalition gouvernementale et des fractions les plus dures du patronat espagnol, il n'y a pour l'instant aucun syndicat «jaune» qui atteigne une représentativité nationale, ne serait-ce qu'équivalente à celle des petits syndicats maoïstes ! L'essentiel des «jaunes» qui se sont fait élire, s'est présenté comme «indépendant» ou «non affilié».

La deuxième constatation, c'est la bipolarisation autour des deux grandes centrales, les CO et l'UGT qui revendiquent chacune près de deux millions d'adhérents : elles totalisent à elles deux près de 60% du total des délégués. Ces élections marquent donc la marginalisation de l'USO, du SU et de la CSUT qui obtiennent respectivement 2,9, 1,8 et 2,4% des délégués (1). Il semble que pour l'USO, malgré certains succès relatifs dans quelques provinces comme Cadix ou le Pays valencien, s'estompe définitivement la perspective de constituer une alternative syndicale, combative et autogestionnaire. Son «*apartidarisme*» désuet n'a pas résisté à la polarisation et à la politisation croissantes de la classe ouvrière espagnole.

Les scores obtenus par les syndicats maoïstes, malgré un poids réel dans telle ou telle région (Navarre pour le SU, Andalousie pour la CSUT), malgré le rôle actif qu'ils peuvent continuer de jouer dans les luttes, consacrent l'erreur stratégique de leur projet : avoir voulu constituer depuis l'automne 1976 des syndicats «rouges» sur une stricte base révolutionnaire au moment où le gros des travailleurs se tournait vers les grandes centrales, CO et UGT, certes avec toutes leurs illusions, mais aussi tout leur potentiel de combativité. Cette extériorité prend aujourd'hui un aspect d'autant plus dramatique qu'il ne s'agit plus seulement dans tel ou tel conflit revendicatif de pousser à la roue sur les revendications ou les formes de luttes, mais de battre à l'intérieur des grandes centrales l'orientation encore majoritaire des directions qui acceptent la politique gouvernementale d'austérité ancrée sur le pacte de la Moncloa.

Au niveau des grandes centrales, c'est l'UGT et, surtout, la direction du PSOE qui apparaissent comme les grandes vaincues de ces élections. Les derniers chiffres recensés (1) font état de 36 000 délégués pour les CO (35,5%) contre 23 000 pour l'UGT (22,7%) soit une proportion de 3 pour 2.

Alors que l'UGT n'est réellement réapparue dans l'Etat espagnol que depuis la mort du dictateur, les Commissions ouvrières ont capitalisé dans le scrutin leur présence et leur poids dans les principales luttes

de la classe ouvrière espagnole dans les quinze dernières années. Les CO battent l'UGT dans toutes les zones industrielles : Catalogne, Pays valencien, Andalousie centrale, Madrid. La seule exception est le Pays basque où le faible avantage en faveur de l'UGT rend compte à la fois du poids relativement faible des communistes dans cette région et de l'attitude prise par la direction des CO (dénonciation de la grève générale de mai 1977, coup d'Etat bureaucratique du PC pour prendre la direction du syndicat alors qu'il était minoritaire). L'UGT ne vient en tête que dans les régions les plus retardées, comme l'Estrémadure ou dans les déserts industriels de la nouvelle et de la vieille Castille (Burgos, Palencia, Cuenca, Ségovie, Salamanque). Pour confirmer ce jugement il suffit de savoir que c'est dans les petites entreprises, entre 50 et 250 salariés, là où le système des *listes ouvertes* permet en autorisant le panachage d'élire les dirigeants reconnus, plutôt que les représentants de telle ou telle centrale, que les CO creusent l'écart avec l'UGT. Enfin, si dans les entreprises de plus de 250 salariés, l'écart tend à se réduire entre CO et UGT (grâce en partie au mode de scrutin par *listes fermées* - cf. ci-dessous), il semble en l'état actuel des données que les CO l'emportent davantage dans les bastions traditionnels (métallurgie, automobile, chantiers navals, électromécanique, chimie) avec quelques exceptions notables en Biscaye et en Catalogne.

LES PRECEDENTS PORTUGAIS ET FRANÇAIS

Les dirigeants du PSOE n'avaient pas caché l'enjeu de ces élections qui était pour eux de consolider avant tout la capacité de leur parti à être un véritable parti de gouvernement, doté d'un relais syndical bien huilé et majoritaire au sein de la classe ouvrière. Felipe Gonzales, secrétaire général du PSOE, déclarait ainsi le 18 janvier 1978 : *«Le développement et le renforcement de l'UGT ont pour nous une importance vitale car il est clair pour nous que le PSOE ne pourra gouverner que si à côté de sa représentation parlementaire, il jouit d'un profond enracinement syndical.»*

Visiblement, les déboires de Mario Soares au Portugal, dont le parti a aujourd'hui perdu l'essentiel de ses bases syndicales (au point qu'il a été incapable l'an passé de susciter la création d'une nouvelle centrale syndicale face à la CGTP-Intersyndicale dominée par le PCP), ont fait réfléchir les dirigeants socialistes espagnols : le numéro 2 du PSOE, Enrique Mugica, qui appartient à son aile la plus social-démocrate, n'expliquait-il pas récemment : *«Si les partis socialistes portugais et français connaissent des difficultés, c'est parce qu'ils n'ont pas de politique syndicale, faute de quoi les syndicats les plus puissants sont aux mains des communistes.» ?*

D'où une campagne extrêmement *«politisée»* de la part de la direction de l'UGT, s'appuyant au niveau international sur son appartenance à la CISL et sur le soutien des syndicats allemands et centrant sa bataille électorale en opposant systématiquement le *«syndicalisme socialiste»* qu'elle incarnerait, au *«syndicalisme communiste»* incarné, lui, par les CO.

Cette volonté d'affirmation syndicale de la part des socialistes a eu d'autres répercussions aussi graves : pour *«dégager le champ syndical»* et éliminer les petits courants, la direction UGT a proposé que le scrutin se fasse dans les entreprises sur listes fermées, favorisant ainsi le choc frontal entre les deux grandes centrales (le gouvernement Suarez a ratifié cette proposition pour les entreprises de plus de 250 salariés). Toujours au compte de cette volonté de l'UGT d'affirmation propre des appareils syndicaux, il faut souligner la bataille menée par les socialistes pour assurer la prépondérance des structures syndicales et non des organismes unitaires représentant tous les travailleurs et responsables devant leurs AG, pour les négociations collectives, notamment par branches.

Face à cette offensive ugetiste, il faut reconnaître que la direction communiste des CO a souvent répondu par des arguments tout aussi démagogiques et diviseurs, en expliquant par exemple comme l'ont fait Marcelino Camacho ou Nicolas Sartorius, que ces élections opposaient un *«syndicalisme de classe»*, celui des CO, à un *«syndicalisme réfor-*

miste», celui de l'UGT. Il suffit de prendre le critère du soutien de ces deux directions, à quelques variantes près, au plan d'austérité du pacte de la Moncloa pour mesurer le caractère profondément mystificateur de ce genre de slogan...

Mais la responsabilité la plus lourde des deux directions syndicales dans cette bataille, c'est d'avoir pris le gouvernement d'Adolfo Suarez comme arbitre de leur différend.

L'OFFENSIVE DE SUAREZ

Par rapport au fonctionnement des centaines de comités d'usine qui ont été élus spontanément dans la seconde moitié de l'année 1977, le décret gouvernemental provisoire de novembre 1977, que la direction des CO et celle de l'UGT ont accepté et ratifié courant décembre, introduisait de graves atteintes à leurs prérogatives et à leurs normes de fonctionnement et constituait de ce fait une véritable ingérence gouvernementale dans l'organisation propre des travailleurs : les directions CO et UGT ont ainsi accepté de dissoudre et de faire réélire les comités *«sauvages»*. La plus grande souplesse de leur révocabilité et le nombre plus élevé de leurs délégués assureraient dans ces comités *«sauvages»* un contrôle plus strict des mandats et une représentation plus nuancée et plus fidèle des différents courants éventuellement présents dans l'entreprise. L'acceptation du décret gouvernemental a d'autres répercussions graves dans la mesure où les entreprises de moins de 50 salariés, qui forment une bonne part du tissu industriel de l'Etat espagnol, n'ont pas «droit» à des comités d'usine. Enfin le décret provisoire est un décret ségrégatif et donc diviseur, que ce soit dans les normes qu'il instaure sur l'âge des délégués et des élus ou dans la mise en place d'un système de double collège qui perpétue les effets de la division technique et hiérarchique du travail et tend à relativiser le poids des ouvriers productifs. Il exclut du bénéfice de ce décret une part importante de la classe ouvrière espagnole : les chômeurs et les travailleurs agricoles par exemple, alors que ceux-ci avaient réclamé dans une série de régions d'organiser l'élection de comités représentatifs par localités.

Or début janvier, fort de ces premières concessions des directions syndicales, fort aussi de leur accord sur la politique d'austérité, le gouvernement Suarez a tenté de pousser plus loin son avantage en publiant un projet de loi définitif encore plus restrictif : d'abord parce que, s'il était adopté par les Cortes, il signifierait la remise en cause des actuelles élections et leur reconvoque dans un délai de trois mois, après son entrée en vigueur. Ensuite ce projet qui porte sur « l'action syndicale dans l'entreprise », « oublie » seulement de reconnaître les sections syndicales d'entreprise et de garantir leurs droits; ce projet enfin tente de limiter encore plus les prérogatives des comités d'entreprise : en leur reconnaissant seulement le droit de négocier au niveau de l'entreprise et surtout en ne leur accordant qu'un rôle purement informatif et consultatif sur toutes les tâches de contrôle que les directions syndicales avaient elles-mêmes proposé de leur attribuer (à propos des décisions « substantielles » sur

l'organisation du travail, la production, les investissements, la vérification des bilans financiers et sur les mesures qui affectent directement les travailleurs : restructuration, licenciements, transferts, etc.). Le nouveau projet gouvernemental tente également de limiter le droit d'assemblée dans les usines pour en faire de simples réunions de ratification et non de contrôle des tâches du comité et tente de réviser en baisse le droit de révocation des délégués élus (il faudrait par exemple un vote secret des deux tiers des électeurs).

Il y a donc une volonté clairement affirmée du gouvernement de canaliser les comités d'usine vers un système de comités d'entreprise à la française, ou d'une cogestion à l'allemande, comme Mario Soares l'a fait l'année dernière avec la loi sur le contrôle ouvrier pour les Commissions de travailleurs portugaises. Le rôle qu'ont joué ces comités élus dans les nouveaux conflits qui apparaissent ou redémarrent (Babcock Wilcox et Altos Hornos en Biscaye,

Ensidesa aux Asturies, Seat en Catalogne), dans la préparation des conventions collectives qui viennent à échéance, montre qu'une autre voie est possible, qui en fasse les instruments de mobilisation et de décision, unitaires et démocratiques, de la classe ouvrière, d'abord dans le domaine économique, mais qui puissent aussi déborder à l'avenir dans les autres domaines de la vie sociale et politique.

L'UNITE OUVRIERE

Ces élections syndicales ouvrent une nouvelle période du développement du mouvement ouvrier organisé espagnol, en sanctionnant l'existence, à côté de ce développement de l'auto-organisation, de puissantes centrales syndicales, fortes de plusieurs millions de membres et qui achèvent de se structurer, par entreprises, par localités, par régions et par branches. Même si ce sont les Commissions ouvrières, la centrale qui apparaissait le plus en pointe sur la question de l'unité syndicale ou du respect de l'auto-organisation des travailleurs qui l'ont emporté, il ne fait pas de doute que le rapport de forces entre CO et UGT montre que la question de l'unification syndicale dans l'immédiat et même celle de l'unité d'action syndicale ne se posent plus dans les mêmes termes tactiques qu'il y a trois ans et que la réponse à ces questions sera décisive pour assurer aux travailleurs espagnols le moyen de mener leurs luttes, partielles ou générales, économiques et politiques sur le chemin de la victoire.

Une responsabilité importante revient à la LCR (Liga comunista revolucionaria), section espagnole de la Quatrième internationale, dans l'articulation et la mise en oeuvre de cette nouvelle dialectique du mouvement ouvrier. A l'avant-garde depuis de longues années dans la bataille pour l'auto-organisation, pour le respect de la démocratie ouvrière et du pluralisme, elle est aujourd'hui le *seul* courant ouvrier qui ait des forces substantielles dans les deux principales centrales, et qui se batte clairement et de façon conséquente pour l'unité ouvrière.



Madrid. 1er mai 1977.

1) «El Pais» 2 et 3 mars 1978.

Problèmes du mouvement syndical

Une interview de Vittorio Foa

«Si l'on veut faire des actions politiques de masse, il faut passer par le syndicat tout en sachant que celui-ci est fortement conditionné par son insertion institutionnelle dans le système capitaliste»

L'assemblée provinciale milanaise des délégués syndicaux s'est conclue par un vote de 443 voix pour une motion qui rejetait le document de la direction confédérale et présentait une autre proposition centrée sur la réduction du temps de travail, la défense des salaires, etc. Ces 443 délégués représentaient 25% des votants, mais en fait plus de 50% des délégués effectivement élus dans les usines car la majorité des présents à cette assemblée étaient des permanents syndicaux désignés d'en haut.

La conférence ouvrière de *Democrazia Proletaria* (qui regroupe *Avanguardia Operaia-PDUP-Lega dei Comunisti*) qui s'est tenue à Milan les 18 et 19 février 1978 a reflété la discussion profonde en cours au sein du mouvement syndical italien et, en particulier, les premières prises de position publiques d'une partie des dirigeants syndicaux en désaccord avec le dernier «tournant» de la direction de l'intersyndicale CGIL-CISL-UIL. Celle-ci a, en effet, accepté ouvertement les licenciements (sous le terme de «mobilité des ouvriers en excédent») et a décidé de restreindre les revendications salariales, de les échelonner dans le temps et d'imposer sous le contrôle des confédérations, un encadrement rigide des luttes pour les conventions collectives, qui, au cours des 15 dernières années, ont été le support central des plus grandes luttes ouvrières en Italie.

Cette différenciation qui représente un tournant dans la tactique à l'intérieur du syndicat et reflète une division de la «gauche syndicale», a pesé de façon importante sur l'assemblée nationale syndicale de Rome qui a conclu les consultations sur le document de la direction CGIL-CISL-UIL. Malgré le filtrage bureaucratique (dans certaines provinces, il n'y a même pas

eu d'assemblée des délégués et dans la délégation de Milan, seuls 3 délégués sur près de 100 représentaient les 443 délégués d'opposition), l'assemblée nationale a enregistré 12 votes contre le document et 103 abstentions, tous assortis de déclarations critiques de gauche.

Cette nouvelle situation a également pesé sur la conférence de *Democrazia Proletaria* (DP avait joué un rôle positif dans l'assemblée syndicale milanaise). Cependant, le rapport n'a pas été centré sur cette expérience importante, qui marque un tournant par rapport à l'absence traditionnelle d'initiative autonome de DP face à la «gauche syndicale». La raison en est apparue évidente au cours du débat qui a vu d'un côté, Elio Giovannini, secrétaire national de la CGIL et un des principaux représentants de la «gauche syndicale» (en provenance du PDUP) insister sur la nécessité de ne pas donner de caractère permanent aux divergences, alors que d'autres interventions (surtout de militants du Sud) avaient au contraire un accent très net de refus gauchiste du travail dans le syndicat.

L'intervention très applaudie de Vittorio Foa a eu le mérite de polémiquer de façon correcte contre ces deux positions, à partir de sa longue expérience de secrétaire national de la CGIL dans les années 60. Les camarades des GCR, la section de la IVe Internationale, présents à la conférence, notamment un cama-

rade d'Alfa Romeo dont l'intervention a été très applaudie, ont posé une série de questions à Vittorio Foa pour *Bandiera Rossa*, l'hebdomadaire des GCR, sur les thèmes centraux du travail des révolutionnaires dans le syndicat dans la période actuelle. C'est cette interview que nous reproduisons ici intégralement.

Bandiera Rossa : Dans ton intervention à la conférence de DP tu as parlé du travail dans le syndicat en partant de ta longue expérience à la direction de la CGIL et en disant qu'il fallait arriver également à des médiations, mais tout en maintenant une pression très forte. Nous voudrions revenir sur ce point qui nous semble une des principales faiblesses de la pratique de l'extrême-gauche au cours des dernières années. Nous voudrions aussi que tu nous dises ce que tu penses en particulier de l'éventualité de formes plus stables d'organisation au sein du syndicat, non pas des révolutionnaires en tant que tels, mais d'une tendance sur des bases de classe.

Vittorio Foa : A partir de ma longue expérience syndicale, je suis convaincu qu'il n'existe pas aujourd'hui de possibilité pratique de faire vivre une organisation de masse alternative au syndicat. Si l'on veut faire des actions politiques de masse, il faut passer par le syndicat tout en sachant que celui-ci est fortement conditionné par son insertion institutionnelle dans le système capitaliste. Au fur et à mesure que le marché du travail est devenu un marché de vente de la force de travail, c'est-à-dire au fur et à mesure que la force de la classe ouvrière s'est accrue, un des instruments de riposte de la classe capitaliste a justement été l'institutionnalisation du syndicat en lui confiant un rôle de contrôle et de frein de la classe ouvrière.

Je suis convaincu qu'en partant de façon réaliste de cette constatation (c'est-à-dire d'un processus d'institutionnalisation du rôle du syndicat

contemporain), la lutte politique doit passer dans le syndicat, avec toute la clarté d'une opposition interne; elle exige le maintien de cette opposition en contact avec la majorité pour éviter son isolement, donc en trouvant à certains moments une claire démarcation et une différenciation et, à d'autres moments, au contraire, en recherchant toujours les éléments unitaires, chaque fois qu'il est possible de faire faire des pas en avant à la prise de conscience collective.

Actuellement nous sommes en présence d'une défiance diffuse et également de tendances à la démission et au refus du militantisme syndical. Les adhésions diminuent et, plus encore, le militantisme, la présence. La riposte la plus efficace que l'on puisse donner aujourd'hui, c'est de développer une opposition plus nette, de démontrer qu'il est possible d'agir dans le syndicat en défendant une autre ligne. Je ne crois pas qu'il faille construire une organisation révolutionnaire dans le syndicat; je pense à une opposition syndicale de classe, non idéologique, une composante « lutte de classe » qui devrait devenir un instrument d'opposition syndicale. Il existe de nombreux exemples de ce type dans les pays industrialisés, par exemple en Angleterre (le « Minority Movement ») et je pense qu'il est important et possible de le faire. Bien sûr, cela pose des problèmes car les majorités syndicales nous accuseront d'être fractionnels. L'important est, à mon avis, de réaffirmer également le droit d'organiser le débat sur des orientations opposées à celle de la majorité.

BR : L'hypothèse d'une troisième composante de la CGIL qui est apparue à plusieurs reprises...

VF : Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de créer une composante, mais il ne faut pas non plus être paralysé par la crainte d'être considéré comme une composante et donc de s'auto-censurer en permanence. S'il est nécessaire de procéder à un minimum d'organisation sur des lignes alternatives, il vaut mieux le faire. L'histoire des composantes est souvent une histoire de postes de direction, en réalité une petite et misérable histoire de postes, de négociations internes au syndicat. Il vaut mieux éviter ce type d'activité...

BR : Tu as mentionné l'impossibilité pour DP d'organiser seule ses forces, en te référant plutôt, il me semble, au problème d'un travail de masse correct pour rassembler l'énorme disponibilité qui existe sur certaines questions, mais en abordant aussi un autre problème relativement important : l'existence de différentes forces de la gauche révolutionnaire et, donc, la nécessité de trouver des formes d'unité d'action.

VF : J'ai abordé davantage l'analyse de ce qu'est aujourd'hui le prolétariat et donc de ses contradictions, des processus unitaires au niveau social. Tu parles des processus unitaires au niveau des organisations politiques. Il est évident que je suis convaincu de la nécessité et de la possibilité de l'unité d'action. Je crois qu'il ne faut pas forcer en termes organisationnels le processus unitaire, car j'ai été très ébranlé par l'expérience de l'unification du PDUP et du Manifesto où, en pratique, nous avons réalisé une unification de sommet, une unification - pourrait-on dire - au seul niveau organisationnel, sans vérification de notre rapport avec la société, sans

faire notre propre critique de notre passé, de nos erreurs; et nous avons, en pratique, cherché à coller ensemble des fragments de pots cassés. Il serait très grave qu'aujourd'hui la tentative de regroupement parte pour ainsi dire des organisations et non de la réalité sociale.

Je pense donc : unité d'action, partout où cela est possible; approfondissement des thèmes unitaires et débat sur les divergences, sans la moindre hésitation; aucune discrimination. Mais je pense aussi qu'il nous faut encore un long travail unitaire dans la société avant de passer à des expériences organisationnelles qui peuvent se révéler un peu hâtives et caduques.

BR : Mais je parlais tout à fait d'unité d'action et en particulier, je faisais référence au problème suivant : nous considérons comme positive la relance de DP, sa réorganisation; mais on ne peut pas réduire à cela le problème de l'unité d'action de toutes les couches radicalisées à gauche des réformistes...

VF : Bien sûr. Je suis convaincu qu'il faut traiter la question de l'unité d'action et, du reste, en pratique je crois que ne l'avons jamais rejetée. Je dirai même que la conception que nous devons avoir de nous-mêmes, en tant que force en construction, ouverte, devrait partir du respect des autres formations qui existent.

BR : Quel type de problématique penses-tu qu'il soit possible d'adopter sur la question de la tactique correcte envers les grands partis réformistes, que tu considères également, je crois, comme des partis ouvriers, malgré leurs directions?

VF : J'ai l'impression qu'il n'est pas possible de penser que l'on arrivera à des rectifications de tir de la politique du PCI seulement à partir de confrontations au seul niveau des positions politiques. Nous sommes dans une phase où nous aurons probablement besoin d'épreuves très dures. Pour être clairs, on a besoin de défaites; ou plutôt, nous n'avons pas besoin de défaites, mais ce n'est qu'à travers des défaites que l'on peut penser obtenir des modifications substantielles de la politique de la gauche italienne, traditionnelle comme nouvelle. Il est bien clair aujourd'hui que si - comme je le pense - le PCI va à une défaite dans sa politique de compromis historique et dans ses rapports avec la DC, nous n'en profiterons pas. Ce sera une défaite pour tous... Notre tâche est alors de la rendre la moins grave possible.

Comment se confronter au PCI? De façon très schématique, je ne pense pas que nous devions nous engager dans une confrontation idéologique; par exemple, considérer comme seuls objectifs revendicatifs ceux qui sont incompatibles avec le système et rejeter tous les objectifs qui sont compatibles avec le système. Je pense qu'il faut partir des besoins et des revendications des masses. Si ces revendications s'avèrent incompatibles avec les équilibres du système, la tendance des partis réformistes sera de bloquer les revendications pour respecter le système. A ce sujet, nous devons par contre faire le raisonnement opposé et, pour ainsi dire nous confronter au PCI précisément sur ce problème qui est aujourd'hui le problème de fond face au système capitaliste. Cela non pas en discutant en des termes idéologiques,

mais en discutant en des termes pratiques : si on considère que les travailleurs doivent aller de l'avant, qu'on doit faire des transformations économiques, sociales, morales, politiques, concernant les droits civiques, comment pourra-t-on les impulser sans toucher aux rapports de production ? Nous ne devons nous faire aucune illusion sur la possibilité que le PCI change rapidement de position. Même s'il essuie des défaites partielles, le PCI ne reviendra pas à l'opposition; ou s'il y revient, ce ne sera pas une opposition de classe. Pour que le PCI puisse retrouver un langage de classe, au travers de vicissitudes que je ne peux pas prévoir, il faudra certainement des secousses très profondes dans la société.

BR : Au cours de la campagne pour les élections du 20 juin 1976, qui pourtant fut mal organisée et peu unifiée, Démocratie prolétarienne avait lancé un mot d'ordre que chacun interprétait à sa façon, à savoir celui du «gouvernement des gauches», qui était en partie lié justement à un objectif tactique : obliger le PCI et le PSI à faire un choix gouvernemental différent de celui qu'ils ont fait et correspondant davantage aux intérêts de leur base. Qu'en penses-tu aujourd'hui ?

VF : Quant à moi, j'étais profondément convaincu de la justesse de ce mot d'ordre; je l'ai soutenu chaleureusement, même quand il était avancé d'une façon très imparfaite, sous une forme institutionnelle électorale. Certes, j'estime qu'un gouvernement des «gauches» est en tout cas préférable à d'autres gouvernements, de droite, de

centre-droite, de centre-gauche ou de compromis historique. Toutefois, nous pouvons aujourd'hui voir plus clairement que même un gouvernement des gauches n'introduirait pas d'éléments d'une politique de classe. Cela nous devons le savoir. Par conséquent, le problème du gouvernement des gauches ne doit pas dissimuler cette réalité.

D'après moi, tout en acceptant l'idée que le gouvernement des gauches est toujours préférable à d'autres solutions sur le plan tactique, il faut cependant donner aujourd'hui la priorité aux questions qui permettent de mettre en lumière nos positions de classe et donc de stimuler la contradiction qui existe entre la politique du PCI et une opposition de classe qui aujourd'hui doit être reconstruite et transférée au niveau politique, y compris au niveau parlementaire.

BR : Il s'agit donc de reprendre une discussion sur le programme et aussi sur la stratégie à proposer à tout le mouvement ouvrier.

VF : D'après moi, oui. C'est ce qui me paraît très important. En d'autres termes, nous polémiquons avec le PCI puisqu'il dit : «ayez confiance dans la politique» (ce qui signifie : «ayez confiance dans le Parlement, dans les partis au Parlement»); «laissez de côté les luttes qui ne peuvent rien résoudre». Nous avons répondu de façon mécaniste en refusant la politique et en nous enfermant dans les luttes. C'est une erreur. Nous devons réussir à établir un lien étroit entre les luttes sociales et le programme politique. Mais le point est le suivant : nous avons très peur des médiations et des

institutions, parce que toutes les médiations et institutions sont capitalistes.

Le problème est de construire des médiations et des institutions propres à la classe ouvrière, à notre classe. Voilà le véritable problème, qu'il n'est pas impossible de résoudre : l'histoire du mouvement ouvrier enregistre des tentatives importantes dans cette direction. La naissance même des partis communistes après la première guerre mondiale fut au fond une tentative de récupérer et de faire récupérer à la classe ouvrière ses propres instruments de médiation, ses propres institutions. Voilà, d'après moi, le problème qui se pose, sous des formes nouvelles et différentes.

Irlande

L'opinion publique amorce un mouvement à gauche

La coalition nationale ouvertement pro-impérialiste du Parti travailliste et de Fine Gael a subi une défaite électorale retentissante dans les 26 comtés. Les résultats ont bouleversé toutes les prévisions.

Gerry FOLEY

I. L'ÉVOLUTION DES PARTIS POLITIQUES

L'article que nous publions ci-dessous est la première partie d'un survol général des développements qui se sont produits dans la situation irlandaise, au Sud et au Nord dans la dernière période.

□ Après un déclin de quatre ans, le sentiment anti-impérialiste renaît en Irlande. Cette évolution a déjà eu une influence importante sur les principaux partis politiques qui recherchent le soutien du peuple opprimé d'Irlande.

Dans les «26 comtés»

Au sud (1), en juin 1977, la coalition nationale ouvertement pro-impérialiste du Parti travailliste et du Fine Gael a subi une défaite électorale retentissante (2). Les résultats ont bouleversé pratiquement toutes les prévisions de la presse bourgeoise qui s'attendait à ce que la coalition conserve le contrôle du Parlement de Dublin. Les ministres

les plus directement liés à la répression croissante contre les militants anti-impérialistes subirent de graves échecs électoraux. C'est ainsi que Conor Cruise O'Brien, ministre des PTT et Patrick Cooney, ministre de la Justice, n'ont pas réussi à conserver leur siège à la Chambre. O'Brien garde tout juste un pied à la Chambre en tant que représentant de l'université au Sénat, corps délibératif destiné à représenter les «professions libérales et le commerce».

Fianna Fail, le parti bourgeois qui possède l'image de marque la plus nationaliste a connu, au contraire, l'une des plus grandes victoires de son histoire. Ce triomphe s'est produit après sept années au cours desquelles les dirigeants de la coalition se sont appliqués à décrire Fianna Fail comme représentant la

tradition du «nationalisme réactionnaire» et de la «violence» dans la politique irlandaise. On disait aussi pendant cette campagne électorale, et surtout O'Brien, qu'une victoire de Fianna Fail encouragerait les «tueurs» et susciterait l'hostilité des protestants pro-impérialistes d'Irlande du Nord. En réalité, l'aggravation de la répression contre le mouvement anti-impérialiste avait commencé avec le dernier gouvernement de Fianna Fail en 71-72 et jusqu'en septembre 77, les partis Fine Gael et Fianna Fail s'étaient mis d'accord sur cette politique. La division qui s'opéra alors reflétait l'opposition grandissante à la répression au sein de la population. Il n'y a pas de différence entre les objectifs fondamentaux de Fianna Fail et ceux de Fine Gael. Cependant, pour des raisons historiques et vu la nature différente de leur base d'appui traditionnelle, Fianna Fail est plus vulnérable aux pressions nationalistes.

Bien que faisant campagne contre Fianna Fail, parti accusé d'alliance avec le parti «violent», O'Brien prétendit, après les élections, que les résultats n'exprimaient en rien le changement d'attitude envers le gouvernement britannique.

Mais les conclusions pratiques que les politiciens de Dublin ont tirées du scrutin sont apparues clairement au cours des six derniers mois : ils adoptent un ton plus dur envers Londres. Cela est vrai aussi des partis autres que le Fianna Fail. L'une des appréciations les plus acerbes du résultat des élections fut émise, à la mi-novembre, par John Kelly, ancien procureur général sous le gouvernement précédent et qui s'était fait connaître par ses tirades contre l'IRA. Les arguments de Kelly lui étaient inspirés par un rapport rédigé par un membre de deuxième catégorie du parti conservateur britannique, William van Straubensee. Celui-ci expliquait que

1) Pour éviter d'entériner au niveau du langage le partage de l'île, on emploie fréquemment les expressions «26 comtés» (divisions administratives) pour désigner l'Irlande du Sud ou République d'Irlande, et «6 comtés» pour l'Irlande du Nord. L'ensemble de l'île étant désigné comme les «32 comtés».

2) Ces élections ont été un test de l'état d'esprit du peuple irlandais des 26 comtés qui affronte une crise économique qui s'approfondit et une répression qui s'accroît. Ce «test» fut décisif : la coalition au pouvoir a été balayée.

- Fianna Fail, historiquement le plus nationaliste et populiste des partis bourgeois a connu sa plus grande victoire dans l'histoire de la République d'Irlande ; il a obtenu 84 sièges sur 148.

- Fine Gael, le plus ouvertement pro-impérialiste des principaux partis n'en a eu que 43 ; tandis que son allié dans la coalition, le Parti travailliste à la politique droitière et social-démocrate a été réduit à 17 sièges.

le gouvernement de coalition irlandais avait été « lâche » en refusant de signer la Convention européenne sur l'extradition des « terroristes ». L'ancien procureur général accusa van Straubenzee de mépriser la constitution irlandaise et de vouloir que Dublin établisse un Etat policier au service du gouvernement britannique. Kelly s'emporta si vivement qu'il en vint à soulever des questions dont les implications n'étaient guère flatteuses pour la politique du gouvernement de coalition. Il posa la question de savoir si le gouvernement britannique serait d'accord, lui - comme l'avaient été les gouvernements irlandais précédents - pour supprimer le jury dans les procès politiques ou pour envoyer des gens en prison sur la seule parole, non étayée de preuves, d'officiers de police. Il souligna même que les tribunaux spéciaux irlandais pouvaient « sans changer une ligne de la loi », être composés d'officiers de l'armée au lieu de juges. Tandis que pendant quatre ans, la mode dans les cercles politiques irlandais avait été de rendre responsables de la situation en Irlande du Nord, les « partisans de la violence » en général, Kelly en attribua carrément la responsabilité à Londres : « Quand, avant 1968, alors que des réformes opportunes auraient pu prévenir la crise au Nord, van Straubenzee ou ses collègues se sont-ils jamais sentis concernés par ce qui s'y passait ? Nous n'accepterons pas que ces gens-là nous accusent de négligence. »

Dans son éditorial du 9 décembre, l'hebdomadaire en langue gaélique, *Inniu*, qui suit généralement une ligne de pensée proche de Fianna Fail, publia un éditorial intitulé « Pax Britannica » qui déclarait : « Il est devenu évident, avec le temps, que le gouvernement britannique n'a nullement l'intention de jouer un jeu honnête avec la minorité du nord de l'Irlande, ni avec la majorité du peuple irlandais ». La véritable politique irlandaise, selon *Inniu*, visait à intégrer complètement l'Irlande du Nord au Royaume-Uni.

Le 8 janvier 1978, le premier ministre de Dublin, Jack Lynch, leader du Fianna Fail, affirma dans une interview à la radio irlandaise que le gouvernement britannique devrait proclamer son intention de se retirer, politiquement et militairement, un jour ou l'autre de l'Irlande du Nord. Les unionistes pro-impérialistes s'emparèrent de ses déclarations pour faire grand bruit sur « l'ingérence » du gouvernement irlandais dans les affaires du Nord. Lynch n'a rien fait d'autre que de réitérer la politique traditionnelle de son parti.

Mais la politique bourgeoise, dans la partie formellement indépendante de l'Irlande, avait eu tendance à cesser de s'intéresser aux problèmes du Nord. Si la montée de la pression publique n'avait pas entraîné un renversement de cette tendance, Fianna Fail aurait certainement composé avec elle. En fait, il avait déjà effectué quelques glissements en ce sens. Les déclarations de Lynch reçurent l'appui d'un éditorial de *l'Irish Times* du 9 janvier, le plus sérieux des quotidiens de Dublin, qui n'a pas de tradition nationaliste. Ce journal écrivait : « Le patriotisme des 26 comtés n'existe pas; la patrie, c'est l'île tout entière ».

Bien avant ces élections, O'Brien avait entamé une campagne pour l'abrogation de l'article de la Constitution irlandaise qui revendique la souveraineté du gouvernement de Dublin sur toute l'île. Il continua ses tentatives même après sa défaite. Au cours d'un débat à Oxford le 17 septembre, il produisit les résultats d'une enquête montrant selon lui, qu'une majorité de la population de la partie indépendante du pays était opposée à l'unification avec le Nord.

O'Brien déforma les conclusions de ce rapport d'une façon tellement évidente qu'il devint un facteur de gêne pour le Parti travailliste, déjà démoralisé. Le 20 septembre, il démissionna du groupe parlementaire travailliste. Son départ de la

direction du parti fut accueilli avec soulagement par le président, Frank Cluskey. Le 25 octobre, O'Brien expliqua à l'Institut des Affaires internationales de Londres que l'administration directe de l'Irlande du Nord par les Britanniques « est le cadre le plus proche d'une solution satisfaisante, dans les circonstances actuelles ». Il en est venu à s'identifier totalement avec la défense de la politique britannique en Irlande. Mais dorénavant, il est certain que le rôle d'O'Brien se limitera à celui d'un mandarin retranché derrière les murs protecteurs des institutions « intellectuelles » bourgeoises; il ne pourra plus désormais jouer de rôle politique actif.

Dans les « 6 comtés »

Le sentiment anti-impérialiste grandissant a naturellement eu un impact politique encore plus important en Irlande du Nord. Depuis approximativement la visite de la Reine dans ses « dominions » irlandais, à la mi-août 1977, le SDLP (Social Democratic and Labour Party - Parti travailliste et social-démocrate), qui est le plus gros parti électoral et qui s'appuie sur le vote des habitants des ghettos catholiques, a fait des efforts ostensibles pour redorer son blason anti-impérialiste (3). Ce tournant du SDLP fut particulièrement remarqué, non seulement à cause des huées qu'il provoqua chez les impérialistes et les pro-impérialistes, mais parce que la politique conciliante du parti envers l'impérialisme dans le passé avait été spécialement abjecte. Il y a tout juste deux ans, en février 76, une page entière de publicité du *News Letter* de Belfast, le principal quotidien catholique, a été achetée par le SDLP pour apporter un soutien total au Royal Ulster Constabulary (RUC), la police d'Irlande du Nord, pour son « impartialité dans l'application de la loi et sa recherche des criminels quels qu'ils soient ». Le RUC est détesté par la population catholique comme police de la do-

3) Le SDLP jouit de l'appui électoral majoritaire dans la minorité catholique dans les 6 comtés. En dépit de son nom, il représente une alliance entre une majorité de politiciens de la classe moyenne qui recherchent un « partage du pouvoir », (c'est-à-dire un gouvernement régional incluant à la fois des partis politiques protestants et catholiques) comme solution à la crise. Il est à l'heure actuelle en crise à cause de la non-viabilité de la solution de « partage du pouvoir ». Il a des liens solides avec le Fianna Fail en République d'Irlande.

mination protestante. C'est ce corps de répression qui mena les pogromes de 1969 contre les ghettos catholiques.

Les députés du SDLP espéraient que le gouvernement britannique et les unionistes feraient suffisamment de concessions à la communauté catholique pour gagner son soutien à la «loi et à l'ordre». Cependant l'effacement progressif espéré de la suprématie protestante ne s'est pas produit. En effet, lorsque le mouvement de masse pour les droits civiques déclina, la police et les militaires accentuèrent leur campagne d'intimidation contre la population catholique. De plus, l'isolement croissant de l'IRA provisoire et la disparition progressive de sa campagne de guérilla n'entraînèrent aucune diminution de l'oppression exercée par l'armée et la police sur les secteurs catholiques. Au contraire, ces forces tentèrent d'écraser totalement les catholiques. La visite de la Reine fut l'apogée de ces tentatives de destruction de l'âme de la population catholique une bonne fois pour toutes. Elle parada en Irlande du Nord derrière un écran massif de forces de répression, comme pour marquer un symbole de l'unionisme triomphant, le retour à «la loi et à l'ordre» sous la couronne des «trois royaumes» (Angleterre, Ecosse, Irlande), et de l'Empire. La «visite royale» ne différa en rien des défilés orangistes aux yeux des catholiques : «soumettez-vous, papistes!». Bien sûr, le message fut présenté dans un langage plus élégant que celui couramment utilisé dans les hymnes orangistes et dont on trouvera un exemple parlant dans le couplet suivant : *«Nous sommes les gars de Guillaume; nous baignons dans le sang des Fenians (catholiques) jusqu'aux genoux; soumettez-vous ou bien vous crèverez».*

Mais la population catholique n'en comprit pas moins clairement la signification. Aussi, la visite de la Reine a-t-elle placé le SDLP devant un dilemme. Elle a fait pression dans le sens d'un «partage du pouvoir», c'est-à-dire pour un gouvernement commun unionistes-SDLP en Irlande du Nord. Le SDLP accepta donc la «Constitution» : la souveraineté de l'Etat britannique, formellement chapeauté par la Reine. Cependant, il pouvait difficilement participer de façon très en-

thousiaste à la célébration de l'hérogémonie protestante; c'est pourquoi la manière un peu «fraîche» dont les dirigeants de ce parti accueillirent la Reine a donné lieu à de très larges commentaires dans la presse. Les unionistes proclamèrent à corps et à cris que le SDLP avait prouvé qu'il était resté un parti profondément déloyal. Tout cela dans la continuité de la tradition des orateurs orangistes qui aiment parler des catholiques en tant que *«rebelles peureux qui cherchent à détacher cette province loyale (les six comtés) des dominions de sa Majesté».*

LE SDLP EXPULSÉ UN DE SES PLUS ANCIENS DIRIGEANTS

Tandis que le SDLP était sous le feu des unionistes à qui la présence de «sa Majesté» avait insufflé de nouveaux accès de «loyauté», une scission se produisit dans ses rangs. A la fin août, l'un des principaux dirigeants et fondateurs du SDLP, Paddy Devlin, ancien membre du Parlement de Belfast pour le quartier de Bas-Fall (ghetto catholique), attaqua publiquement la majorité de la direction du parti, l'accusant d'un glissement vers le nationalisme. Devlin expliqua plus tard qu'il en était arrivé à cette conclusion à partir de fuites parues dans la presse sur un changement de politique à venir. Dans une émission de la BBC, le 5 septembre, Devlin déclara que les dirigeants du SDLP s'étaient écartés de leur objectif d'origine qui était de gagner les voix des «unionistes modérés» par un programme de réformes sociales et économiques. Ils faisaient maintenant marche arrière vers des positions nationalistes anti-unionistes.

Quand le SDLP fut fondé en 70, il représentait un conglomérat issu de l'ancien parti nationaliste bourgeois, de dirigeants modérés des droits civiques, tel John Hume, et de quelques politiciens prétendant représenter le travaillisme.

L'actuel président du SDLP, Gerry Fitt, était à la tête de l'aile opposée à la partition de l'Irlande dans le vieux Parti travailliste en Irlande du Nord. A l'époque de la création du SDLP, ce regroupe-

ment n'était plus rien d'autre que sa machine électorale personnelle. Devlin, un ancien de l'IRA, venait du Parti travailliste nord-irlandais qui acceptait la division du pays. Avant la montée du mouvement pour les droits civiques, le Parti travailliste de l'Irlande du Nord avait su attirer à la fois les catholiques et les protestants, sur une base purement économique. Cependant, tout espoir d'unité des travailleurs des deux communautés en son sein avait été balayé par la polarisation qui se développait lorsque les catholiques commencèrent à lutter contre leur oppression. Le vieux parti nationaliste était la section nord de l'ancien parti partisan de l'autonomie, supplanté presque partout ailleurs en Irlande, en 1919, par les séparatistes.

La pression exercée par la communauté colonisatrice protestante empêcha une différenciation très nette entre les partisans de l'autonomie et ceux du séparatisme au Nord. L'écrasante majorité des catholiques continua à compter sur les nationalistes pour représenter ses intérêts dans le cadre parlementaire. Le parti nationaliste restait cependant très passif et fut dépassé par la montée du mouvement pour les droits civiques. Il essuya une série de défaites électorales au profit de dirigeants des droits civiques et y compris d'une socialiste révolutionnaire déclarée, Bernadette Devlin. Cela rendait nécessaire la formation d'un nouveau parti à l'image de marque renouée. Mais le SDLP n'était pas et ne pouvait pas être fondamentalement différent du parti nationaliste. Jamais il n'y eut la moindre possibilité d'attirer des «unionistes modérés». Les membres protestants du parti étaient en fait venus au nationalisme et avaient rompu, volontairement ou non, avec la communauté des colons. Ces protestants «renégats» prennent souvent des positions plus tranchées sur la question nationale que les politiciens catholiques eux-mêmes.

L'orientation vers les «unionistes modérés» représentait en réalité l'espoir que les forces bourgeoises catholiques obtiendraient quelques avantages en coopérant avec l'impérialisme britannique et avec les unionistes. Si un tel arrangement

réussissait, alors on pourrait attendre de «réformes économiques et sociales» qu'elles apportent en Irlande du Nord des conditions plus proches de celles du reste du Royaume-Uni. Mais ces réformes ne pouvaient, au mieux, qu'être un simple adoucisseur pour rendre moins amère la pilule de la soumission à l'impérialisme. Le virage que le SDLP a maintenant négocié montre que c'est exactement ainsi que les politiciens les plus astucieux du parti l'avaient envisagé.

Devlin fut laissé sur la touche. Il devenait source d'embarras pour son parti, un peu comme O'Brien, mais d'une façon bien plus aiguë. Pendant le week-end du 10 au 11 septembre 1977, il fut démis de la direction et expulsé du parti une semaine plus tard.

FAIRE FACE A LA REALITE

La direction du Parti travailliste d'Irlande du Nord (NILP - Northern Ireland Labour Party) (4) recherchant maintenant son affiliation au Parti travailliste britannique déclara qu'elle accueillerait volontiers Devlin sous son aile. L'*Irish Times* du 12 septembre écrivait : «Le vice-président du NILP, M. Alan Carr a dit qu'un nouveau groupe de pression pourrait inclure le NILP, M. Devlin, et d'autres personnes désireuses de se joindre à la lutte pour l'égalité totale avec la Grande-Bretagne et la mise en application d'une politique socialiste dans tout le Royaume-Uni. Félicitant M. Devlin pour son opposition à la politique du SDLP, M. Carr ajoutait : 'Paddy a retrouvé son bon sens et a dénoncé tous ses anciens collègues comme des nationalistes réactionnaires. Les socialistes seront heureux qu'il reconnaisse que les sinistres aspirations nationalistes du SDLP ne peuvent servir qu'à perpétuer les divisions sectaires.' ». La position de Devlin fut accueillie en termes identiques par le mensuel de l'aile gauche du Parti travailliste, *La Tribune* : «Les critiques du dirigeant du SDLP expulsé se sont centrées sur le document politique adopté par la direction au moment même où elle l'excluait». Voici quelques ex-

traits de ce document intitulé : «*Faire face à la réalité*» : «*Sur le front constitutionnel, le bloc loyaliste a fait preuve d'une intransigeance totale en dépit de nos efforts et de notre volonté déterminée de négocier. Sa conduite dans les nouveaux conseils régionaux a confirmé que non seulement les terribles événements des huit dernières années ne leur avaient rien enseigné sur la nécessité d'une réconciliation et d'une justice authentique dans cette communauté, mais elle prouve qu'ils ont réellement fait marche arrière.*

«*A la lumière de cette intransigeance qui est un refus clair de la politique approuvée massivement par le Parlement britannique, nous avons adressé une série de questions au gouvernement britannique. Ces questions équivalaient à demander aux autorités britanniques si elles étaient désireuses ou capables d'accomplir la volonté démocratique du Parlement britannique au sujet de l'Irlande du Nord et de prendre en considération les conséquences de leur échec dans la réalisation de cette volonté.*

«*Nous n'avons reçu aucune réponse. Au lieu de cela, nous trouvons face à la réalité honteuse d'un gouvernement travailliste qui entre en pourparlers et envisage des actions communes avec les unionistes à Westminster, ce qui équivaut à l'abandon de ses objectifs politiques...*

«*Le besoin de bien expliquer sa stratégie à long terme pour l'avenir de l'Irlande du Nord, ainsi que ses relations avec le reste de l'Irlande, se fait nettement sentir pour le gouvernement britannique. Tant qu'il refuse de le faire et tant qu'il conserve comme unique perspective fondamentale, à long terme, son engagement continuellement réaffirmé en faveur de l'union, il ne trouvera chez les unionistes aucune bonne volonté pour concéder un pouce de leur attitude intransigente actuelle.*

«*Pourquoi le feraient-ils alors qu'ils savent que l'incapacité d'atteindre leur premier objectif - la res-*

tauration du Parlement de Belfast - leur laisse simplement la solution de rechange tout à fait acceptable pour eux d'une intégration plus étroite avec la Grande-Bretagne ?».

LES «REALITES»

La première «réalité» que le nouveau document du SDLP dut affronter, c'est que les politiciens britanniques et les partisans de l'hégémonie protestante n'avaient rien concédé et avaient même en fait une ligne plus dure envers la communauté catholique.

La deuxième «réalité» découle de la première. L'abolition du Parlement de l'Irlande du Nord, dominé par les protestants, ne fut pas une victoire favorable aux réformes comme on le pensait généralement à l'époque. Elle ne servit pas de prélude à la disparition progressive de la domination protestante sous l'égide des Britanniques. Au contraire, les impérialistes ont à la fois maintenu la caste des colons comme instrument essentiel de leur politique et gagné une marge de manœuvre plus large pour reconsolider leur main-mise sur l'enclave irlandaise.

Dans son discours clé au congrès du SDLP les 5 et 6 novembre 77, Gerry Fitt expliqua le dilemme politique devant lequel son parti s'était trouvé : «*Nous ne pourrions parvenir à un arrangement ni à la confiance si cela implique que nous devons feindre d'ignorer ou taire ce qui se passe dans les centres d'interrogatoire, notamment celui de Castlereagh (ou les 'aveux' des prévenus politiques sont arrachés par la torture) et nous croyons que ce qui se passe à Castlereagh et dans toute l'Irlande du Nord porte atteinte à toutes les conceptions de la dignité humaine et des droits de l'homme.*

«*Si les unionistes disent : 'Vous devez vous taire, sinon, nous n'aurons rien à faire avec vous', nous ne nous tairons pas. Si pour arriver à un accord, on nous demande de brandir le drapeau anglais et de*

4) Le NILP est un parti créé sur des bases semblables à celles du Parti travailliste britannique mais presque entièrement confiné à une couche de syndicalistes protestants. A cause de sa capitulation devant l'idéologie unioniste il a dégénéré, se transformant en à peine plus qu'une secte protestante droitière.

rendre hommage à la famille royale, il n'y aura aucun accord possible. Nous avons, nous aussi, nos traditions et nos coutumes propres et nous chérissons les idéaux de réunification de ce pays par des moyens pacifiques et nous ne les abandonnerons pas.»

Fitt s'embrouilla lui-même en essayant à la fois de reconnaître le cadre «constitutionnel» britannique et de contester le rôle réel de la monarchie dans la politique nord-irlandaise : «Il était tout à fait juste que la Reine ouvre la session parlementaire la semaine dernière à Westminster; elle ne l'a pas fait car elle voulait agir comme chef de file de sa fraction politique».

Le congrès adopta à l'unanimité une motion stipulant «qu'il déplore le mauvais traitement infligé aux suspects et aux prisonniers par les forces de sécurité, qu'il appelle à la destruction immédiate et à la mise en accusation des responsables et qu'il tient le gouvernement de Westminster pour totalement responsable de tels actes.»

Incapable de présenter des perspectives d'amélioration pour la population catholique, le SDLP se rendit compte qu'il était allé trop loin en cherchant des compromis avec les autorités britanniques et les unionistes. L'apparition d'un nouveau parti nationaliste bourgeois, le Parti de l'indépendance irlandaise (IIP - Irish Independence Party) qui cherche à tirer profit de la revendication du retrait des Britanniques, en fournit une preuve (5).

LE BLUFF DU SDLP

David McKittrick, le principal correspondant au Nord du quotidien de Dublin, *l'Irish Times*, fit le commentaire suivant le 5 novembre 1977 : «L'IIP est le signe d'un changement de l'opinion apparemment sans retour au sein de la minorité et du SDLP; elle s'éloigne de l'idée qu'il est possible de travailler dans le cadre de l'Etat actuel d'Irlande du Nord à la réalisation de son objectif à long terme : l'unité irlandaise. L'année dernière, John Hume,

Gerry Fitt et compagnie firent en sorte de contenir ce courant. Cette année, ils ont été obligés de lui faire des concessions importantes pour éviter d'être débordés. A moins que quelque chose ne se produise dans l'intervalle, l'année prochaine pourrait être l'occasion pour ce parti de franchir le pas crucial en avant ou en arrière selon le point de vue, d'opter pour le retrait des britanniques».

Si l'on compare avec l'année précédente, il y a sans doute une grosse différence dans ce qui fut dit au sujet de la présence britannique en Irlande du Nord au congrès du SDLP de cette année. Par exemple, au dernier congrès, Sean Farren, membre de la direction du SDLP a dit, selon le résumé de son intervention paru le 6 décembre 1976 dans *l'Irish Times* : «L'engagement britannique en Irlande du Nord n'est pas le problème. Une déclaration britannique de retrait ne serait une victoire que pour le nationalisme irlandais traditionnel et une victoire d'une partie sur une autre est quelque chose dont les nord-irlandais sont plus que rassasiés.» Ces paroles peuvent avoir une résonance ironique pour les oreilles des notables du SDLP aujourd'hui, s'ils s'en souviennent. L'année dernière leur a forcément rappelé qu'une partie seulement avait remporté la victoire sur l'autre depuis 400 ans en Irlande du Nord, les colons protestants sur les descendants de la population vaincue par la conquête anglaise; et il n'apparaît nullement qu'ils en «aient assez» de cette victoire.

Au congrès de 1977, la direction du parti sentit qu'elle ne pouvait pas plus longtemps apporter un soutien ouvert, même critique, à l'armée britannique en tant que garante du meilleur des mondes possibles.

En réalité, il n'est guère vraisemblable que le SDLP opte vraiment pour le retrait. A aucun moment de son histoire, la bourgeoisie catholique d'Irlande n'a été partisane du retrait. Les éléments bourgeois qui s'opposèrent aux Britanniques

pendant la guerre d'indépendance de 1918-21 furent projetés dans ce conflit par les pressions de la base et ils s'en retirèrent aussi vite que possible, c'est-à-dire dès que les Britanniques offrirent des concessions qui pouvaient fournir quelque substance à une perspective de «progrès par la négociation».

Il ne semble pas que le SDLP fera pleinement face à la réalité, lui non plus. Etant le parti d'une classe moyenne catholique faible et vacillante, son existence repose exclusivement sur sa capacité à empêcher la population opprimée de réaliser que seule une lutte révolutionnaire de masse contre le système impérialiste dans son ensemble pourrait mettre fin à son exploitation. Le fait est que les Britanniques et les unionistes n'ont rien accordé au SDLP qu'il puisse offrir à sa base et c'est pourquoi il a adopté la seule solution possible : le bluff.

Le tournant amorcé par le gouvernement de Dublin représente exactement la même chose. La seule différence, c'est que les pressions dues au conflit ne pèsent pas aussi immédiatement sur le régime du Sud que sur le SDLP et c'est pourquoi ses revirements ne sont pas aussi accentués.

Le problème des impérialistes et de leurs partisans, comme des forces bourgeoises irlandaises, c'est que les confrontations ont tendance à s'intensifier rapidement et à échapper au contrôle des directions nationalistes bourgeoises.

Ce conflit, aujourd'hui vieux de dix ans en Irlande du Nord, a été jalonné d'une succession de lunes de miel et de querelles entre les impérialistes britanniques et les forces bourgeoises catholiques, marchant la main dans la main et avec des périodes d'illusions réformistes parmi les masses opprimées, alternant avec des explosions révolutionnaires.

(à suivre)

5) Parti nationaliste nouvellement formé, l'IIP se fonde sur la tradition du Parti nationaliste qui avant la montée des luttes à la fin des années 60 était la force électorale principale parmi la population catholique des 6 comtés. En conséquence, la création du SDLP a mené à la disparition de fait du Parti nationaliste, mais la crise actuelle du SDLP a créé dans le spectre politique la place pour sa renaissance partielle, sous une autre forme.

UN TRIBUNAL INTERNATIONAL SUR LA PRESENCE BRITANNIQUE EN IRLANDE

L'information ci-dessous est basée sur le matériel distribué par le Comité pour un Tribunal international sur la présence britannique en Irlande. La plus large publicité doit lui être donnée.

A Londres, un Tribunal international vient d'être créé sur des bases très larges pour soutenir et appeler à soutenir un tribunal chargé d'enquêter sur les violations des droits humains par l'impérialisme britannique en Irlande. Expliquant la nécessité d'un tel tribunal, le comité déclare :

« Peu après le jugement de la Cour européenne de justice sur les droits de l'homme qui s'est tenue à Strasbourg le 18 janvier 1978 et qui a jugé la Grande-Bretagne coupable de contraventions à l'article 3 de la Convention européenne sur les droits de l'homme, parce qu'elle soumet les prisonniers en Irlande du Nord à des traitements inhumains et dégradants, un appel à la création d'un tribunal a été lancé lors d'une conférence de presse à la Chambre des Communes à Londres en janvier.

« Bien que le procureur général britannique Sam Silkin, ait donné l'assurance à la Cour européenne, en février 77, que de telles pratiques avaient cessé, il y a toujours un nombre alarmant de cas de tortures, de brutalités et de violations des droits humains les plus élémentaires par les forces de sécurité britanniques en Irlande du Nord.

« Nous donnons ci-dessous la liste d'un très petit nombre de ces cas :

a) Le cas de Leo Norney, âgé de 17 ans, tué par les soldats britanniques près de sa maison à Belfast en 1975 : l'armée britannique déclara que c'était un « tueur ». En mai 1977, la Haute cour d'Irlande du Nord infirma cette assertion en donnant 3000 livres à sa mère en compensation de sa mort.

b) Le 13 mars 1977, le journal anglais Sunday Times publia un rapport sur la « Guerre secrète de l'armée britannique en Irlande du Nord ». L'article disait que 1)-l'armée britannique avait commis des attentats à la bombe en novembre 1974 pour discréditer l'IRA; 2)-elle fabriquait de fausses preuves contre les prisonniers; 3)-les statistiques étaient falsifiées par l'armée.

c) Rapports récents sur l'usage de la torture : des membres de l'Association des chirurgiens de la police - médecins employés par le RUC - ont récemment protesté contre le traitement brutal infligé à des gens au cours d'interrogatoires.

d) La prévention des actes de terrorisme en Grande-Bretagne : la mise en pratique du décret sur la « prévention du terrorisme » (stipulations temporaires), en Grande-Bretagne et en Irlande, d'abord institué en novembre 1974 puis révisé en 76, a suscité une vive inquiétude; plus de 3000 hommes et femmes ont été arrêtés en vertu de ce décret et plus de 100 ont été expulsés sans accusation ni jugement.»

Le comité conclut :

« Comme les cas cités ci-dessus le démontrent, nous pensons que l'exercice du contrôle militaire, judiciaire et politique dans les 6 comtés du Nord de l'Irlande a des implications qui mettent à mal les droits civiques et humains - aussi bien en Grande-Bretagne qu'en Irlande. Nous considérons que ces informations, jusqu'ici dignes de foi, rendent une enquête publique sur de nombreux aspects de la présence britannique et de ses répercussions, non seulement opportune, mais indispensable.»

Ce tribunal bénéficie déjà d'un large soutien. Parmi ceux qui l'appuient citons : Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir et Angela Davis. En Irlande, il reçoit un ferme soutien de syndicats, y compris de la direction de la plus importante fédération syndicale d'Irlande et de personnalités connues comme Bernadette Devlin McAliskey et le docteur Noël Browne. Sept membres du Parlement britannique ont déclaré soutenir le Tribunal, et entre autres, en Grande-Bretagne, il est appuyé par la direction de l'Union nationale des étudiants et de nombreuses organisations syndicales.

Le comité pour le Tribunal a lancé une campagne internationale pour trouver d'autres appuis. Il organise une série de conférences et a produit un matériel publicitaire attrayant pour expliquer les buts du Tribunal. Pour d'autres informations, contacter :

*Committee for the International Tribunal
182 Upper Street,
London N 1
Grande-Bretagne*